



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE TOGOLAISE
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

TOGO 2010

2009



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour le TOGO / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE DU TOGO AU TITRE DE L'ANNÉE 2010

Décembre 2011

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	4
LISTE DES ENCADRES.....	4
INTRODUCTION.....	5
1- ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS.....	11
1.1- Évolution de la balance des biens.....	13
1.1.1- Exportations de biens.....	13
1.1.1.1- Marchandises générales.....	14
1.1.1.2- Autres biens.....	28
1.1.2- Importations de biens.....	29
1.1.2.1- Marchandises générales.....	29
1.1.2.2- Autres biens importés.....	35
1.1.3- Echanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA.....	36
1.2- Evolution de la balance des services.....	37
1.2.1- Transports.....	37
1.2.2- Voyages.....	38
1.2.3- Autres services.....	38
1.3- Evolution de la balance des revenus.....	39
1.3.1- Revenus du travail.....	40
1.3.2- Revenus des investissements.....	40
1.4- Evolution de la balance des transferts courants.....	41
2- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES.....	42
2.1- Compte de capital.....	42
2.1.1- Evolution de la balance des transferts de capital.....	42
2.1.2- Evolution de la balance des acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.....	43
2.2- Balance des opérations financières.....	43
2.2.1- Présentation standard de la 5ème édition du manuel (MBP5) du FMI.....	44
2.2.1.1- Investissements directs.....	44
2.2.1.2- Investissements de portefeuille.....	45
2.2.1.3- Autres investissements.....	46
2.2.1.4- Avoirs de réserve.....	47
2.2.2- Présentation optique BCEAO.....	48
2.2.2.1- Capitaux non monétaires.....	48
2.2.2.2- Capitaux monétaires.....	49
3- CONCORDANCE DES STATISTIQUES MONÉTAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS.....	53

4- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	54
CONCLUSION.....	56
ANNEXES.....	57
ANNEXE 1– POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE (PEG) (PRÉSENTATION DÉTAILLÉE) (EN MILLIONS).....	58
ANNEXE 2- BALANCE DES PAIEMENTS ANNÉE 2010 - PRÉSENTATION OPTIQUE BCEAO (EN MILLIONS).....	60
ANNEXE 3 : BALANCE DES PAIEMENTS ANNÉE 2010 - PRÉSENTATION RÉSUMÉE, OPTIQUE 5ÈME ÉDITION (EN MILLIONS).....	61
ANNEXE 4 : PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS 2010 (EN MILLIONS DE FCFA).....	62
ANNEXE 5 : MATRICES DES ÉCHANGES INTRA-COMMUNAUTAIRES.....	69

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
ASEAN	Association des Nations de l'Asie du Sud Est
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BPC	Balance des Paiements Courants
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CAF	Coût, Assurance, Fret
CEB	Communauté Électrique du Benin
CEET	Compagnie Énergie Électrique du Togo
DE	Direction de l'Economie
DGSCN	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DTS	Droit de Tirage Spécial
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Free On Bord
FEC	Facilité Élargie de Crédit
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
MBP5	Manuel de la Balance des Paiements 5 ^{ème} édition
PAL	Port Autonome de Lomé
PIB	Produit Intérieur Brut
PIBC	Produit Intérieur Brut Courant
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar américain
WACEM	West African Cement

Encadré 1 : Évolution du solde courant (analyse par l'approche fiscale).....12

Encadré 2 : Stratégie de relance de la production de phosphates22

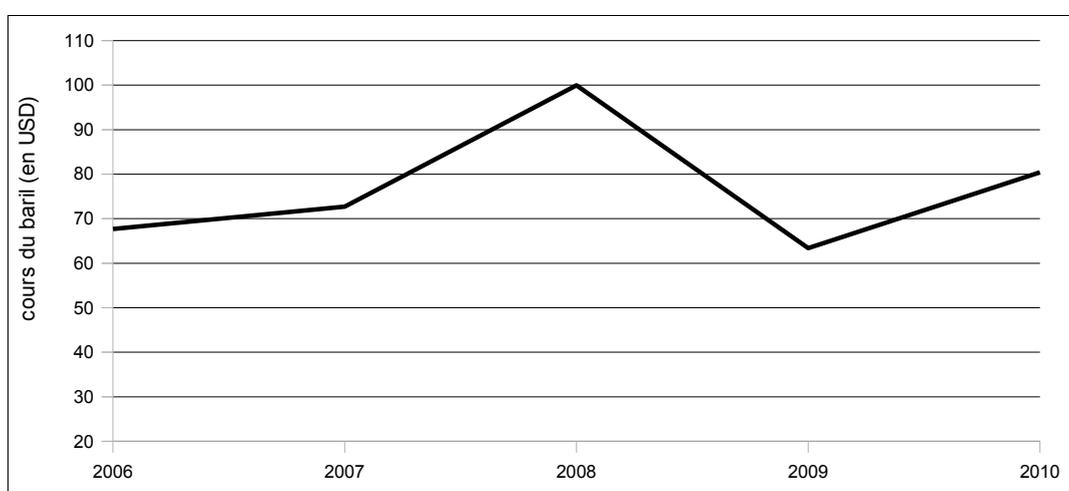
Encadré 3 : Allègement de la dette extérieure publique du Togo suite à l'atteinte du point d'achèvement au titre de l'IPPTE.....43

INTRODUCTION¹

L'activité économique mondiale a été marquée en 2010 par la confirmation des signes de reprise perçus à la fin de l'année 2009, en relation avec la dissipation progressive des effets de la crise financière et économique internationale.

Le prix du baril de pétrole s'est établi en moyenne à 80,4 dollars contre 63,4 dollars en 2009 et 99,9 dollars en 2008, dans un contexte d'appréciation du dollar US par rapport au Franc CFA (le cours moyen étant passé de 472,9 FCFA en 2009 à 495,4 FCFA en 2010). Cette hausse de 26,8% du cours moyen du pétrole brut est imputable à l'accroissement de la demande mondiale dans un environnement de reprise généralisée de l'activité économique.

Graphique 1 - Évolution des cours du baril de pétrole (en USD)



Source : BCEAO

Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) publiées en octobre 2011, le taux de croissance de l'économie mondiale ressort en hausse de 5,1%, après une régression de 0,5% en 2009.

Dans les pays industrialisés, l'activité économique a été moins soutenue, du fait de la profondeur de la crise financière et économique internationale et de son incidence sur la demande des ménages et des entreprises. Le produit intérieur brut a enregistré une hausse de 3,0% contre une baisse de 3,4% en 2009.

Au niveau de la **Zone euro**, l'économie a renoué avec une croissance positive en 2010. Le produit intérieur brut s'est légèrement redressé, enregistrant une hausse de 1,8%, après une baisse de 4,1% en 2009. Cette situation est favorisée par l'amélioration de la consommation des ménages et de la production industrielle. Toutefois, la Zone s'est ressentie de la persistance des dysfonctionnements apparus sur les marchés du crédit qui ont induit une accentuation de la défiance des investisseurs.

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire retenue est le franc CFA

Aux **Etats-Unis**, la tendance à la sortie de récession s'est confirmée au cours de l'année 2010. L'activité économique a augmenté de 2,8%, après une régression de 2,6% en 2009. Cette hausse est principalement induite par la progression notable de la consommation des ménages et de l'investissement, consécutive aux mesures de soutien budgétaire et monétaire. Les exportations se sont accrues de 13,2% en 2010, après avoir reculé de 13,8% l'année précédente. Toutefois, l'activité a subi les contrecoups de la persistance des difficultés au niveau du système financier qui se sont traduites par la poursuite des faillites bancaires.

Au **Japon**, l'activité économique a renoué avec une croissance positive. Le produit intérieur brut a progressé de 4,3% en 2010, contre -6,3% en 2009. Cette évolution témoigne de la bonne orientation de la consommation des ménages, entretenue par l'amélioration des revenus. Par ailleurs, la dépréciation du yen a contribué à doper les exportations, singulièrement celles destinées aux pays émergents, durant l'année sous revue.

Les **pays émergents et en développement**, dont les systèmes financiers ont été moins touchés par la crise, ont consolidé leur dynamisme en 2010. L'activité économique a enregistré un taux de croissance de 7,1% en 2010, après 2,6% en 2009. Cette accélération témoigne du redémarrage des exportations, qui avaient pâti de la faiblesse de la demande provenant des pays industrialisés au cours de l'année 2009. En particulier, la reprise industrielle mondiale s'est traduite par une hausse des cours des matières premières exportées. En Chine et en Inde, la croissance s'est accélérée, ressortant respectivement à 10,3% et 9,7%, en termes réels, contre 9,2% et 5,7% en 2009. Au Brésil, l'activité économique a progressé de 7,5% en 2010, après une baisse de 0,6% en 2009.

En **Amérique latine et aux Caraïbes**, le rythme d'expansion économique a été de 5,9% en 2010 contre -1,8% en 2009. La hausse du PIB s'explique principalement par l'essor de la consommation domestique, consécutive aux mesures de soutien budgétaire.

Le rythme d'expansion économique des pays en développement d'**Asie** est ressorti à 8,2% en 2010, après -0,9% l'année précédente, reflétant le maintien d'un commerce intra-régional dynamique au sein des pays membres de l'ASEAN, doublé d'une consommation intérieure vigoureuse.

En **Afrique sub-saharienne**, le taux de croissance du produit intérieur brut s'est établi à 5,0% en 2010 après 2,8% en 2009 sous l'effet du dynamisme des exportations de matières premières, singulièrement les produits miniers.

Malgré la crise post-électorale intervenue en Côte d'Ivoire à la fin de l'année, l'activité économique au sein des Etats membres de **l'UEMOA** s'est globalement bien orientée en 2010. Le produit intérieur brut a enregistré, en termes réels, une progression de 4,3% en 2010 contre 3,0% en 2009.

Cette amélioration est consécutive à la conjoncture internationale favorable, au renforcement de l'appui des partenaires au développement, à l'accroissement de la production agricole, notamment vivrière, à la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans les infrastructures et au regain d'activité au niveau des industries extractives.

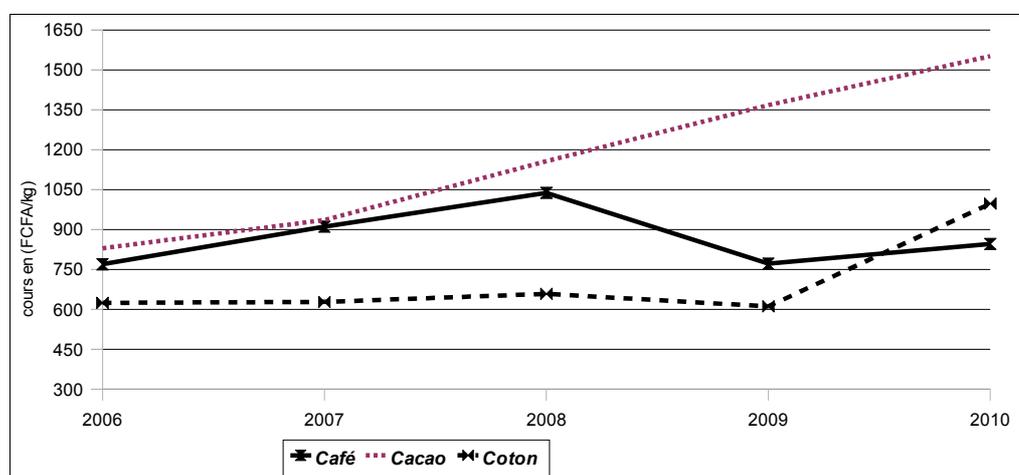
Les cours des principaux produits d'exportation ont enregistré des évolutions haussières.

Contrairement à l'année 2009, les cours du café ont connu un relèvement en 2010. Le prix moyen du kilogramme de café est ressorti à 846,3 FCFA en 2010 contre 771,8 FCFA en 2009. La bonne orientation des cours du café provient aussi bien de l'augmentation de la consommation, que du resserrement de l'écart entre l'offre et la demande mondiale consécutif au reflux de la production de certains gros producteurs comme le Brésil.

Les cours du cacao ont poursuivi leur tendance haussière pour la sixième année consécutive en s'établissant en moyenne annuelle à 1.551,8 FCFA le kilogramme contre 1.367,7 FCFA en 2009. Cette augmentation de 13,5% est favorisée par la vigueur d'une demande mondiale largement supérieure à l'offre en liaison avec les perturbations enregistrées ces dernières années dans le fonctionnement de la filière en Côte d'Ivoire.

Les prix du coton fibre se sont également orientés à la hausse. En moyenne annuelle, ils sont passés de 611,4 FCFA le kilogramme en 2009 à 997,4 FCFA en 2010. Cette progression de 63,1% est induite par la demande croissante provenant surtout des pays émergents.

Graphique 2- Évolution des cours du café, cacao et coton



Source : BCEAO

L'évolution de la situation économique au **plan national** a été marquée notamment par :

- la poursuite des réformes au titre du programme financier et économique appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) ;

- l'atteinte du point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE) ;
- l'amélioration de l'offre de l'énergie électrique avec le démarrage des activités de la Centrale Thermique de Lomé ;
- le démarrage des activités d'une nouvelle compagnie aérienne à vocation régionale basée au Togo.

Dans ce contexte, l'évolution des principaux indicateurs se présente comme suit :

- progression de 4,0% du PIB constant qui s'établit à 1.141,2 milliards contre 1.096,7 milliards en 2009. En terme nominal, le PIB passerait de 1.493,5 milliards en 2009 à 1.581,3 milliards en 2010, soit une hausse de 5,9% ;
- accroissement de 1,4% de la moyenne de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation en 2010 contre 1,9% en 2009 ;
- hausse de 17,6% des recettes de l'État qui s'élèvent à 296,9 milliards en 2010 contre 252,4 milliards en 2009 ;
- augmentation de 8,6% des dépenses et prêts nets de l'État qui s'établissent à 354,5 milliards en 2010 contre 326,3 milliards une année auparavant ;
- expansion de 16,3% de la masse monétaire qui se chiffre à 717,0 milliards en 2010 contre 616,7 milliards une année plus tôt, se traduisant par un accroissement de 43,0 milliards de la circulation fiduciaire et de 57,3 milliards des dépôts. Le crédit intérieur progresse de 90,3 milliards en s'établissant à 497,5 milliards en 2010 contre 407,2 milliards en 2009.

Concernant les échanges extérieurs, la balance des paiements a enregistré en 2010, un excédent de 36,5 milliards contre 5,0 milliards en 2009. Cette évolution résulte d'une aggravation de 15,5 milliards du déficit courant et d'une hausse de 44,2 milliards de l'excédent des flux nets de capitaux.

Tableau 1- Balance des paiements - présentation optique BCEAO (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Compte des transactions courantes	-92 181	-103 407	-99 397	-83 421	-98 908	18,6%
Biens	-166 652	-189 351	-203 591	-194 607	-224 987	15,6%
Marchandises générales	-173 819	-196 561	-208 622	-198 560	-216 469	9,0%
<i>Exportations FOB</i>	320 818	314 991	374 589	420 491	470 605	11,9%
<i>Importations FOB</i>	-494 637	-511 552	-583 211	-619 051	-687 074	11,0%
Autres biens	7 167	7 210	5 031	3 953	-8 518	-315,5%
<i>Exportations FOB</i>	8 787	9 422	7 213	5 905	12 865	117,9%
<i>Importations FOB</i>	-1 620	-2 212	-2 182	-1 952	-21 383	995,4%
Services	-33 167	-33 279	-34 074	-38 326	-38 486	0,4%
Transports	-61 033	-52 764	-64 472	-67 216	-57 354	-14,7%
- <i>dont fret</i>	-63 475	-62 417	-71 672	-72 732	-77 458	6,5%
Voyages	7 941	8 364	9 183	10 094	9 697	-3,9%
Autres services	19 926	11 121	21 215	18 796	9 171	-51,2%
Revenus	-19 763	-14 492	-6 750	-8 991	-11 624	29,3%
Rémunération des salariés	14 814	15 012	15 257	15 409	13 238	-14,1%
Revenus des investissements	-34 577	-29 504	-22 007	-24 400	-24 862	1,9%
- <i>dont intérêts sur dette publique</i>	-10 013	-11 942	-6 178	-5 567	-4 992	-10,3%
Transferts courants	127 400	133 715	145 018	158 503	176 189	11,2%
Administrations publiques	14 353	16 530	22 581	38 335	49 805	29,9%
Autres secteurs	113 047	117 185	122 437	120 168	126 384	5,2%
Compte de capital et d'opérations financières	155 170	96 549	127 669	85 863	130 019	51,4%
Compte de capital	33 459	35 188	293 664	63 821	687 480	977,2%
Transferts de capital	33 459	35 188	293 664	63 821	687 480	977,2%
<i>Administrations publiques</i>	15 986	17 649	275 459	48 745	678 916	1292,8%
Remises de dettes		9 500	245 230		642 456	
Autres	15 986	8 079	30 229	48 745	36 460	-25,2%
<i>Autres secteurs</i>	17 473	17 539	18 205	15 076	8 564	-43,2%
Acquisitions et cessions d'actifs						
Compte des opérations financières	121 711	61 361	-165 995	22 042	-557 461	-2629,1%
Investissements directs	47 969	23 899	17 832	5 248	24 091	359,1%
Investissements de portefeuille	30 397	2 414	11 821	-16 402	-3 849	-76,5%
Autres investissements	43 345	35 048	-195 648	33 196	-577 702	-1840,3%
Dont Financements exceptionnels	25 778	27 195	-240 779	1 264	3 206	153,7%
Rééchelonnements						
Remise de dettes		578				
Total des arriérés	25 778	26 617	-240 779	1 264	3 206	153,7%
Autres						
Erreurs et omissions nettes	7 004	7 360	8 686	2 602	5 391	107,2%
Solde global	69 993	502	36 958	5 044	36 502	623,7%
Avoirs et engagements extérieurs	-69 993	-502	-36 958	-5 044	-36 502	623,7%
Autorités monétaires	-68 994	-9 320	-26 847	26 792	-36 204	-235,1%
<i>Avoirs</i>	-75 649	-8 048	-84 194	505	-31 329	-6303,8%
<i>Engagements</i>	6 655	-1 272	57 347	26 287	-4 875	-118,5%
Banques	-999	8 818	-10 111	-31 836	-298	-99,1%
<i>Avoirs</i>	-5 587	6 932	-28 315	-24 238	-30 651	26,5%
<i>Engagements</i>	4 588	1 886	18 204	-7 598	30 353	-499,5%
Contrepartie de réévaluation (Pour mémoire)	341	-405	-584	14	1 178	8314,3%

Source : BCEAO

**Tableau 2- Balance des Paiements - présentation résumée optique 5^{ème} édition
(en millions)**

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2 009	2 010	Var 10/09
Compte des transactions courantes	-92 181	-103 407	-99 397	-83 421	-98 908	18,6%
Biens	-166 652	-189 351	-203 591	-194 607	-224 987	15,6%
Marchandises générales	-173 819	-196 561	-208 622	-198 560	-216 469	9,0%
Autres biens	7 167	7 210	5 031	3 953	-8 518	-315,5%
Services	-33 167	-33 279	-34 074	-38 326	-38 486	0,4%
Transports	-61 033	-52 764	-64 472	-67 216	-57 354	-14,7%
- dont fret	-63 475	-62 417	-71 672	-72 732	-77 458	6,5%
Voyages	7 941	8 364	9 183	10 094	9 697	-3,9%
Autres services	19 926	11 121	21 215	18 796	9 171	-51,2%
Revenus	-19 763	-14 492	-6 750	-8 991	-11 624	29,3%
Rémunération des salariés	14 814	15 012	15 257	15 409	13 238	-14,1%
Revenus des investissements	-34 577	-29 504	-22 007	-24 400	-24 862	1,9%
- dont intérêts sur dette publique	-10 013	-11 942	-6 178	-5 567	-4 992	-10,3%
Transferts courants	127 400	133 715	145 018	158 503	176 189	11,2%
Administrations publiques	14 353	16 530	22 581	38 335	49 805	29,9%
Autres secteurs	113 047	117 185	122 437	120 168	126 384	5,2%
Compte de capital et d'opérations financières	85 177	96 047	90 711	80 819	93 517	15,7%
Compte de capital	33 459	35 188	293 664	63 821	687 480	977,2%
Transferts de capital	33 459	35 188	293 664	63 821	687 480	977,2%
Administrations publiques	15 986	17 649	275 459	48 745	678 916	1292,8%
Remises de dettes		9 500	245 230		642 456	
Autres	15 986	8 079	30 229	48 745	36 460	-25,2%
Autres secteurs	17 473	17 539	18 205	15 076	8 564	-43,2%
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers						
Compte des opérations financières	51 718	60 859	-202 953	16 998	-593 963	-3594,4%
Investissements directs	47 969	23 899	17 832	5 248	24 091	359,1%
De l'économie à l'étranger	7 531	337	7 137	-17 668	-18 417	4,2%
De l'étranger à l'économie	40 438	23 562	10 695	22 916	42 508	85,5%
Investissements de portefeuille	32 765	9 194	5 440	-14 389	-10 811	-24,9%
Avoirs	1 052	6 184	-3 023	-601	-13 807	2197,4%
Engagements	31 713	3 010	8 463	-13 788	2 996	-121,7%
Autres investissements	46 633	35 814	-142 031	25 634	-575 913	-2346,7%
Avoirs	-25 561	531	12 727	-83 494	1 531	-101,8%
Engagements	72 194	35 283	-154 758	109 128	-577 444	-629,1%
Avoirs de réserve	-75 649	-8 048	-84 194	505	-31 329	-6303,8%
Erreurs et omissions nettes	7 004	7 360	8 686	2 602	5 391	107,2%
Indicateurs caractéristiques du secteur extérieur						
Taux d'exportation	28,4%	26,7%	26,9%	28,5%	30,6%	-
Taux de pénétration étrangère	34,5%	35,9%	35,3%	36,0%	38,7%	-
Taux de couverture des importations par les exportations	66,4%	63,1%	65,2%	68,7%	68,2%	-
Taux d'ouverture de l'économie togolaise	35,6%	34,6%	34,1%	35,1%	37,7%	-
Exportations intra-UEMOA/Exportations totales	56,3%	71,4%	47,2%	49,7%	52,8%	-
Importations intra-UEMOA/Importations totales	16,3%	20,2%	27,9%	25,3%	23,3%	-
Encours de la dette publique extérieure / PIB	67,5%	69,9%	47,9%	51,6%	15,7%	-
Service de dette publique extérieure / Exportations de biens et services	7,6%	7,6%	5,9%	7,1%	3,2%	-
Service de dette publique extérieure / Recettes fiscales	18,5%	16,9%	14,2%	17,5%	8,3%	-
Transferts de fonds reçus des travailleurs migrants / PIB	9,1%	10,0%	9,5%	9,5%	9,4%	-
Investissements directs étrangers / PIB	4,1%	2,0%	1,3%	0,4%	1,5%	-

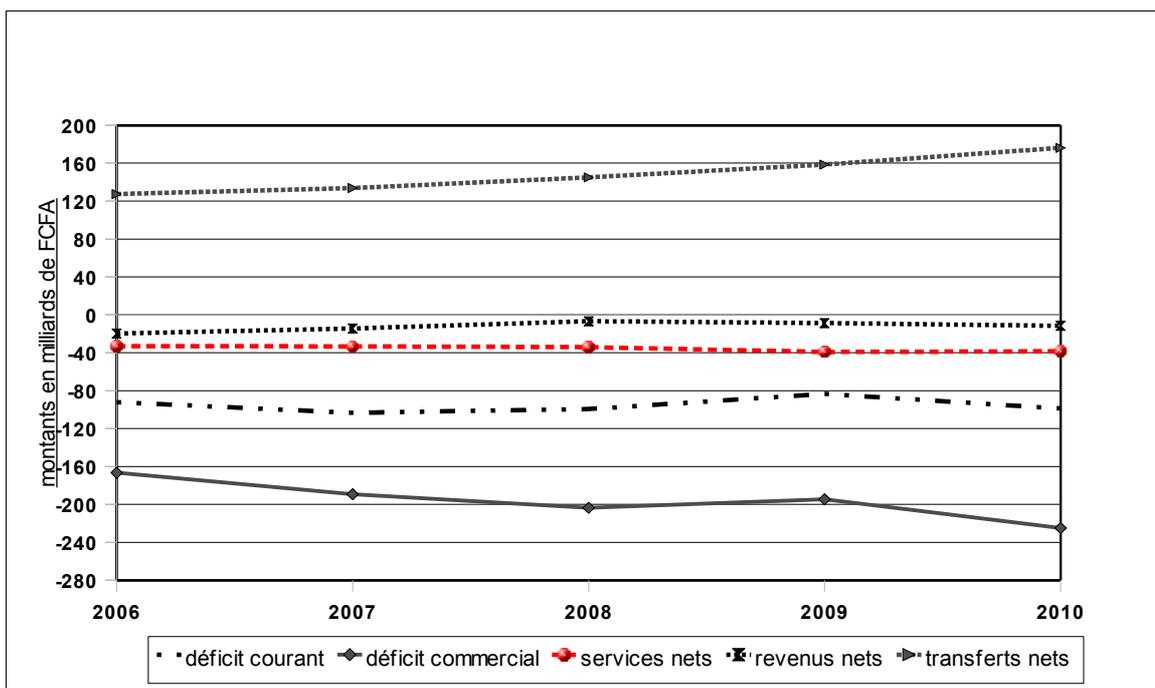
Source : BCEAO

1- ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

En 2010, les transactions courantes du Togo, couvrant les biens, les services, les revenus et les transferts courants, se sont soldées par un déficit de 98.908 millions, en aggravation de 18,6% par rapport au déficit de 83.421 millions enregistré une année plus tôt.

Cette évolution résulte d'une dégradation des soldes des biens, des services et des revenus atténuée par une amélioration du solde des transferts courants.

Graphique 3- Évolution de la balance des paiements courants et de ses composantes



Source : BCEAO

Le déficit courant représente 6,3% du PIB en 2010 contre 5,6% en 2009. Hors dons publics, il se chiffre à 9,6% du PIB contre 8,3% en 2009.

Tableau 3- Évolution du déficit des transactions courantes (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Biens	-166 652	-189 351	-203 591	-194 607	-224 987	15,6%
<i>Dont marchandises générales</i>	-173 819	-196 561	-208 622	-198 560	-216 469	9,0%
Services nets	-33 167	-33 279	-34 074	-38 326	-38 486	0,4%
Revenus nets	-19 763	-14 492	-6 750	-8 991	-11 624	29,3%
Transferts courants nets	127 400	133 715	145 018	158 503	176 189	11,2%
<i>Dont dons publics reçus</i>	16 319	16 729	23 988	40 852	52 369	28,2%
Balance des paiements courants (BPC)	-92 181	-103 407	-99 397	-83 421	-98 908	18,6%
PIB Courant (PIBC) en millions de FCFA	1 160 112	1 212 824	1 418 529	1 493 550	1 581 336	5,9%
BPC/PIBC (%)	-7,9	-8,5	-7,0	-5,6	-6,3	-
BPC hors dons publics / PIBC (%)	-9,4	-9,9	-8,7	-8,3	-9,6	-

Encadré 1 : Évolution du solde courant (analyse par l'approche fiscale)

L'analyse par l'approche fiscale ($SC = (Sg - Ig) + (Sp - Ip)$) sur la période 2006-2010 indique qu'en moyenne, le solde des transactions courantes du Togo a son origine dans le double déséquilibre privé et public. En effet, sur la période, le déficit courant s'élève en moyenne à 7,1% du PIB avec des contributions respectives de 4,2% et 2,8% pour l'Administration publique et le secteur privé.

Au titre des deux dernières années (2009 et 2010), le déficit courant du Togo résulte essentiellement du déséquilibre de l'Administration publique atténué par un excédent au niveau du secteur privé. Le déficit public en % du PIB chiffré à 5,7% en 2009 et 6,5% en 2010 est exclusivement à l'origine de l'évolution du solde courant du Togo.

Cette situation est induite par la mise en œuvre du programme d'investissement public entamé en début 2009 portant notamment sur la réhabilitation des infrastructures routières.

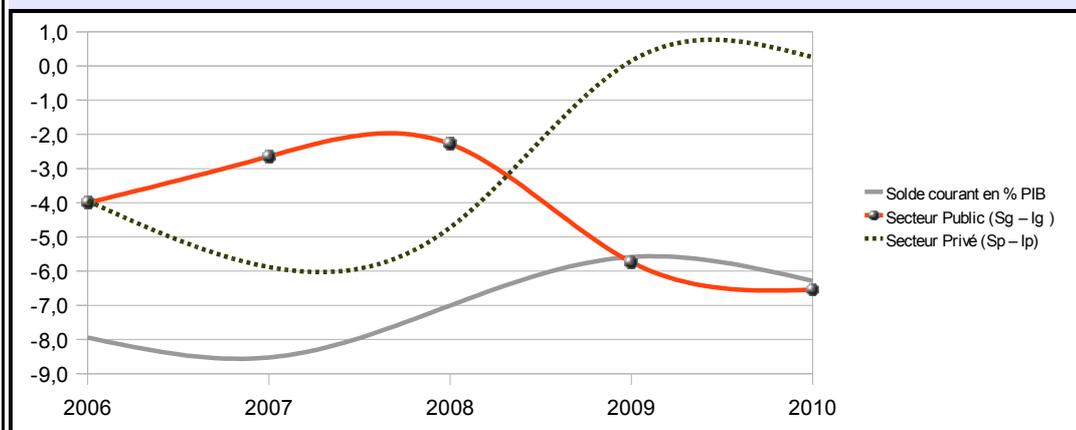
L'évolution concomitante du solde courant et du déficit public dénote l'insuffisance de l'épargne de l'État pour financer l'investissement, entraînant alors un recours à l'épargne extérieure sous forme de dons et d'emprunt ainsi qu'à l'épargne du secteur privé.

Tableau : Évolution du solde courant sur la période 2006-2010 (montants en milliards)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	Moyenne
PIB courant	1 160,1	1 212,8	1 418,5	1 493,5	1 581,3	1373,3
Solde courant	-92,2	-103,4	-99,4	-83,4	-98,9	-95,5
Déficit budgétaire	-46,4	-32,1	-32,3	-85,6	-103,2	-59,9
Solde courant en % PIB	-7,9	-8,5	-7,0	-5,6	-6,3	-7,1
Public ($Sg - Ig$)	-4,0	-2,6	-2,3	-5,7	-6,5	-4,2
Privé ($Sp - Ip$)	-3,9	-5,9	-4,7	0,1	0,2	-2,8
Financement extérieur public	21,6	19,5	22,6	61,5	94,0	43,8

Sources : BCEAO et Direction de l'Economie

Graphique : Évolution du solde courant sur la période 2006-2010



SC = solde des transactions courantes

Sg = Épargne publique

Ig = Investissement public

Sp = Épargne privée

Ip = Investissement privé

Sources : BCEAO, DGSCN et DE

1.1- ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES BIENS

Le déficit des échanges de biens entre le Togo et le reste du monde s'est établi en 2010 à 224.987 millions, en aggravation de 15,6% par rapport aux 194.607 millions de l'année 2009. Cette évolution résulte d'une hausse des exportations (+13,4%) moins forte que celle des importations (+14,1%).

Tableau 4- Évolution du solde de la balance des biens (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Exportations	329 605	324 413	381 802	426 396	483 470	13,4%
Marchandises générales	320 818	314 991	374 589	420 491	470 605	11,9%
<i>dont réexportations</i>	46 778	45 535	96 965	92 813	112 515	21,2%
Autres biens	8 787	9 422	7 213	5 905	12 865	117,9%
Importations	496 257	513 764	585 393	621 003	708 457	14,1%
Marchandises générales	494 637	511 552	583 211	619 051	687 074	11,0%
Autres biens	1 620	2 212	2 182	1 952	21 383	995,4%
Balance des biens	-166 652	-189 351	-203 591	-194 607	-224 987	15,6%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1- Exportations de biens

Les exportations de biens du Togo au titre de l'année 2010 s'élèvent à 483.470 millions, en hausse de 13,4% par rapport aux 426.396 millions enregistrés en 2009.

Ces exportations se composent de marchandises générales pour 470.605 millions et d'autres biens pour 12.865 millions.

Tableau 5 - Évolution des exportations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Marchandises générales (1) = (a) + (b)	320 818	314 991	374 589	420 491	470 605	11,9%
Commerce général (a)	240 099	231 411	303 412	342 287	324 273	-5,3%
Ajustements (b)	80 720	83 580	71 178	78 204	146 332	87,1%
Autres biens (2)	8 787	9 422	7 213	5 905	12 865	117,9%
TOTAL EXPORTATIONS DE BIENS (1)+(2)	329 605	324 413	381 802	426 396	483 470	13,4%
PIB Courant (PIBC)	1 160 112	1 212 824	1 418 529	1 493 550	1 581 336	5,9%
Exportations de biens / PIBC(%)	28,4	26,7	26,9	28,5	30,6	-

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.1- Marchandises générales²

Les marchandises générales exportées s'élèvent en 2010 à 470.605 millions, en progression de 11,9% par rapport aux 420.491 millions de 2009.

Ces niveaux d'exportation résultent des données du commerce général³ produites par la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN), sur lesquelles des ajustements sont opérés pour tenir compte des spécificités des statistiques de balance des paiements.

Les opérations en commerce général se sont élevées à 324.273 millions, en baisse de 5,3% par rapport aux 342.287 millions de 2009. Les ajustements se sont chiffrés à 146.332 millions en 2010, en augmentation de 87,1% par rapport aux 78.204 millions de 2009. Cette forte variation est liée aux écarts importants relevés entre les données douanières et celles des opérateurs économiques au titre des principaux produits d'exportation.

Tableau 6- Evolution des exportations de marchandises générales (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Commerce général	240 099	231 411	303 412	342 287	324 273	-5,3%
Ajustements	80 720	83 580	71 178	78 204	146 332	87,1%
dont ajustement sur principaux produits	-21 881	-11 591	8 181	7 914	44 099	457,3%
Commerce général corrigé	218 218	219 820	311 593	350 200	368 372	5,2%
Marchandises générales	320 818	314 991	374 589	420 491	470 605	11,9%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.1.1- Les marchandises en commerce général⁴

Les exportations de marchandises en commerce général sont en baisse de 5,3% en passant de 342.287 millions en 2009 à 324.273 millions en 2010.

La prise en compte des données déclarées par les opérateurs économiques au titre des principaux produits d'exportation porterait les exportations en commerce général de l'année 2010 à 368.372 millions en hausse de 5,2% par rapport aux 350.200 millions de 2009.

Cette évolution est impulsée notamment par les produits agricoles, les produits manufacturés et les produits pétroliers qui ont progressé respectivement de 15,1%, 10,6% et 7,0%.

²Les marchandises générales sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises générales est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.

³Le commerce général, à l'opposé du commerce spécial qui ne prend en compte que les produits mis en consommation suite à une importation et les sorties du territoire douanier, englobe toutes les marchandises enregistrées en port franc (y compris les mouvements en entrées et sorties hors du territoire douanier).

⁴En raison des évolutions contrastées entre les données douanières et celles des opérateurs économiques au titre des principaux produits d'exportation, le commentaire des données de 2009 et 2010 porte sur un niveau de commerce général corrigé en tenant compte des déclarations réelles des entreprises.

**Tableau 7- Evolution des exportations de marchandises en commerce général
(en millions)**

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009 (*)	2010 (*)	Var 10/09
Produits agricoles	27 863	18 803	26 461	32 796	37 750	15,1%
Produits miniers	47 488	40 724	70 547	85 590	75 868	-11,4%
Produits pétroliers	22 386	21 702	27 676	20 306	21 725	7,0%
Produits industriels	132 318	138 795	171 849	205 376	227 146	10,6%
Autres produits	10 043	11 387	6 879	6 132	5 882	-4,1%
Commerce général	240 099	231 411	303 412	350 200	368 372	5,2%

Sources : BCEAO et DGSCN

(*) Les données des principaux produits d'exportation (café, cacao, coton, clinker, ciment et phosphates) sont celles déclarées par les opérateurs économiques.

1.1.1.1.1- Produits agricoles

Les exportations de produits agricoles du Togo portent sur les produits de rente traditionnels (cacao, café et coton), les produits alimentaires d'origine végétale (céréales, farines, piments, épices, légumes et fruits), ainsi que d'autres produits (graines de coton, bois, autres oléagineux, etc.).

Tableau 8- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)

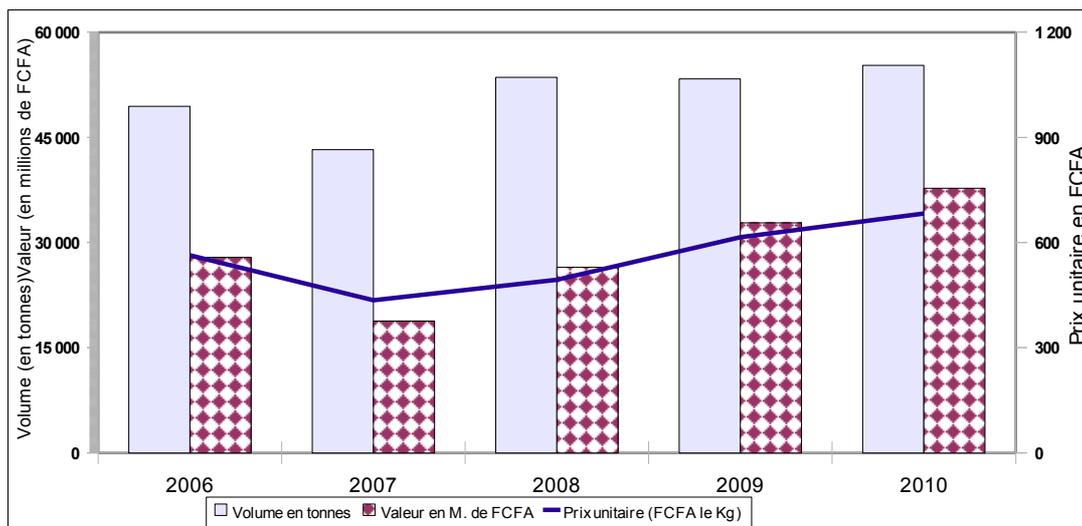
RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Produits agricoles	27 863	18 803	26 461	32 796	37 750	15,1%
Cacao	7 866	2 544	7 536	16 022	17 889	11,7%
Café	1 620	1 751	2 469	6 672	7 629	14,3%
Coton fibre	15 806	12 000	13 584	7 795	8 890	14,0%
Autres matières premières agricoles	761	770	530	505	767	51,8%
Autres produits d'origine végétale	1 811	1 739	2 343	1 802	2 576	43,0%

Sources : BCEAO et DGSCN

En 2010, ces exportations se sont chiffrées en valeur à 37.750 millions, en hausse de 15,1% par rapport aux 32.796 millions commercialisés en 2009. Cette progression induite par tous les produits du groupe résulte de :

- la hausse de 11,1% du prix moyen qui est passé de 614,9 FCFA/kg en 2009 à 683 FCFA/kg en 2010 ;
- l'augmentation de 3,6% du volume exporté qui se chiffre à 55.274 tonnes en 2010 contre 53.335 tonnes en 2009.

Graphique 4- Evolution des exportations de produits agricoles

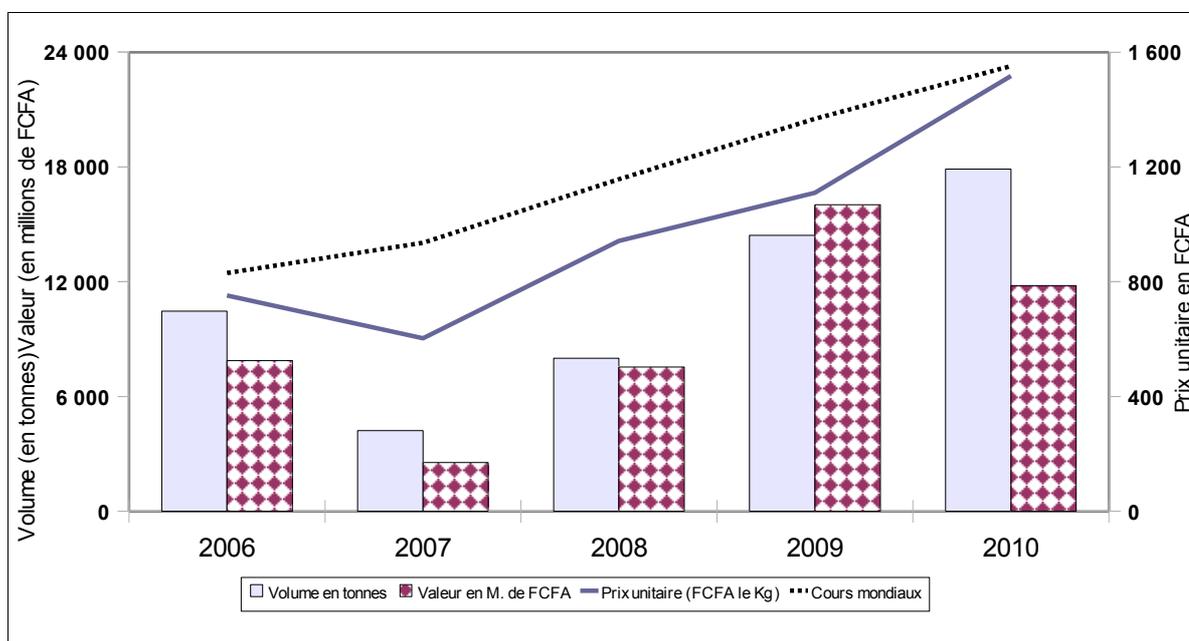


Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.1.1.1- Cacao

En 2010, les exportations de cacao ont généré des recettes de 17.889 millions en hausse de 11,7% par rapport aux 16.022 millions enregistrés une année auparavant.

Graphique 5- Evolution des exportations de cacao en volume et valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

Cette évolution est induite par la hausse de 36,6% du prix moyen qui passe de 1.110 FCFA le kilogramme en 2009 à 1.517 FCFA en 2010 confirmant la tendance haussière des cours du cacao sur le marché international. Le volume exporté a, quant à lui, baissé de 18,3% en passant de 14.429 tonnes en 2009 à 11.791 tonnes en 2010 en liaison avec la baisse de la production.

En 2010, les principaux clients du Togo ont été les pays de l'Union Européenne (Allemagne, Pologne, France, Italie, Pays-Bas, Espagne, Royaume-Uni et Estonie), le Nigeria, la Chine et la Suisse.

Tableau 9- Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté

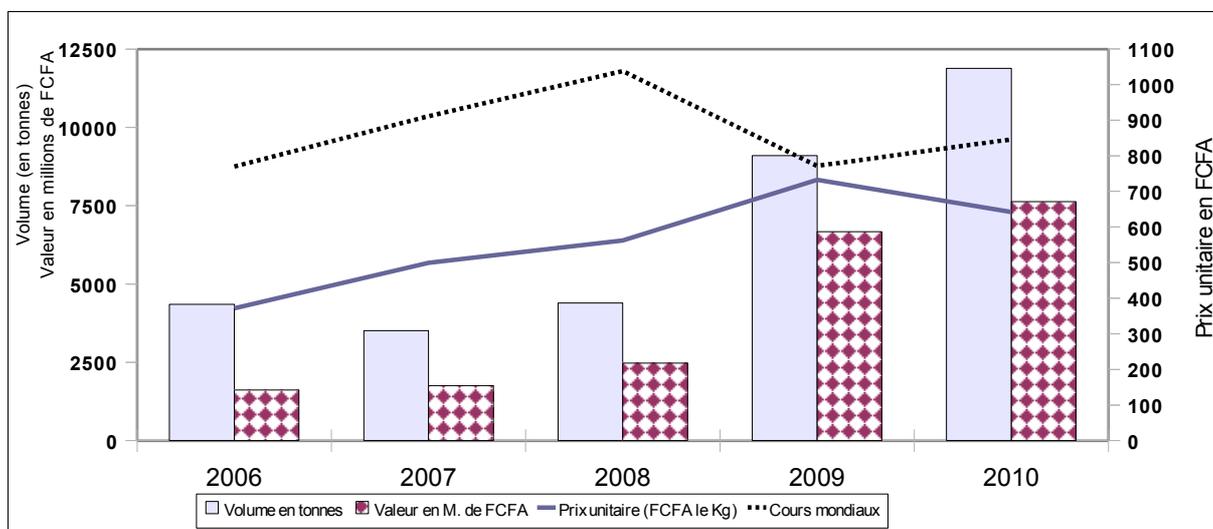
	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Volume en tonnes	10 454	4 222	7 999	14 429	11 791	-18,3%
Valeur (en millions de FCFA)	7 866	2 544	7 536	16 022	17 889	11,7%
Prix moyen (Fcf/kg)	752	603	942	1 110	1 517	36,6%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.1.1.2- Café

En 2010, les recettes d'exportation de café s'inscrivent en hausse de 14,3% en s'établissant à 7.629 millions contre 6.672 millions en 2009 en liaison avec la progression de 30,6% du volume exporté, le prix moyen de cession ayant régressé de 12,4% en s'établissant à 642 FCFA le kilogramme en 2010 contre 733 FCFA en 2009 contrairement à la tendance haussière des cours du café sur le marché international.

Graphique 6- Evolution des exportations de café en volume et valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

En 2010, les principaux clients du Togo ont été les pays de l'Union Européenne (Belgique, Allemagne, France, Italie et Pays-Bas), le Maroc, la Malaisie, l'Algérie et la Chine.

Tableau 10- Evolution des quantités et valeurs de café exporté

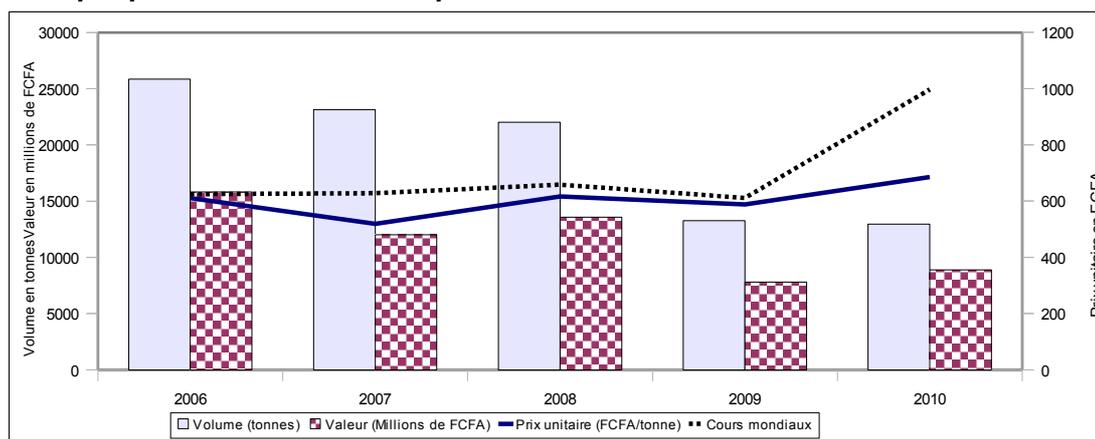
	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Volume en tonnes	4 354	3 512	4 396	9 102	11 886	30,6%
Valeur (en millions de FCFA)	1 620	1 751	2 469	6 672	7 629	14,3%
Prix moyen (FCFA/kg)	372	499	562	733	642	-12,4%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.1.1.3- Coton-fibre

La valeur des exportations de coton enregistre une hausse de 14,0% en se chiffrant à 8.890 millions en 2010 contre 7.795 millions en 2009.

Graphique 7- Evolution des exportations de coton fibre en volume et valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

Cette évolution est favorisée par la progression de 16,6% du prix moyen de cession dans la tendance haussière des cours mondiaux, le volume exporté ayant baissé de 2,2%.

Tableau 11- Evolution des quantités et valeurs de coton exporté

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Volume en tonnes	25 851	23 129	22 008	13 254	12 962	-2,2%
Valeur (en millions de FCFA)	15 806	12 000	13 584	7 795	8 890	14,0%
Prix moyen (FCFA/kg)	611	519	617	588	686	16,6%

Sources : BCEAO et DGSCN

Le coton du Togo a été écoulé principalement vers l'Asie, notamment le Vietnam, la Chine, le Taïwan, l'Indonésie et le Pakistan.

1.1.1.1.1.4- Autres matières premières agricoles

En dehors des produits de rente traditionnels, le Togo a exporté en 2010, diverses matières premières d'origine végétale notamment des graines de coton, des arachides en coque et du bois.

Les exportations de ces autres matières premières agricoles ont progressé de 51,8% en s'établissant à 767 millions contre 505 millions en 2009.

Ces produits composés essentiellement de bois ont été écoulés principalement vers l'Italie, l'Allemagne, la Chine, la France et l'Italie.

Tableau 12- Evolution des exportations des autres matières premières agricoles (en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Graines de coton	68	0	0	1	0	-
Arachides en coques	0	52	6	2	1	-35,7%
Bois	693	717	524	502	766	52,5%
TOTAL	760	770	530	505	767	51,8%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.1.1.5- Autres produits d'origine végétale

Les autres produits d'origine végétale exportés par le Togo se composent essentiellement de céréales et farines, d'oléagineux, d'épices, de légumes et de fruits.

En 2010, les exportations de ces produits sont en hausse de 43,0% en s'établissant à 2.576 millions contre 1.802 millions en 2009. Cette évolution est induite essentiellement par la forte progression des exportations de céréales et farines notamment le maïs vers le Niger et le Gabon. En effet, au cours de l'année 2010, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a acheté auprès de l'Agence Nationale de Sécurité Alimentaire du Togo (ANSAT), près de 5.500 tonnes de maïs au profit des populations du Niger victimes de la crise alimentaire.

**Tableau 13- Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale
(en millions)**

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Oléagineux	329	704	1 534	1 230	1 005	-18,3%
Céréales et farines	193	469	363	127	1 116	779,7%
Piments et épices	68	106	294	162	107	-34,2%
Légumes et fruits	51	189	134	279	346	24,1%
Boutures	283	250	14	1	0	-94,3%
Divers	920	21	4	3	3	-0,9%
TOTAL	1 845	1 739	2 343	1 802	2 576	43,0%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.1.1.2- Produits miniers

Les exportations de produits miniers du Togo portent principalement sur le phosphate et le clinker. En 2010, elles ont régressé de 11,4%, en s'établissant à 75.868 millions contre 85.590 millions en 2009.

Tableau 14- Evolution des exportations de produits miniers (en millions)

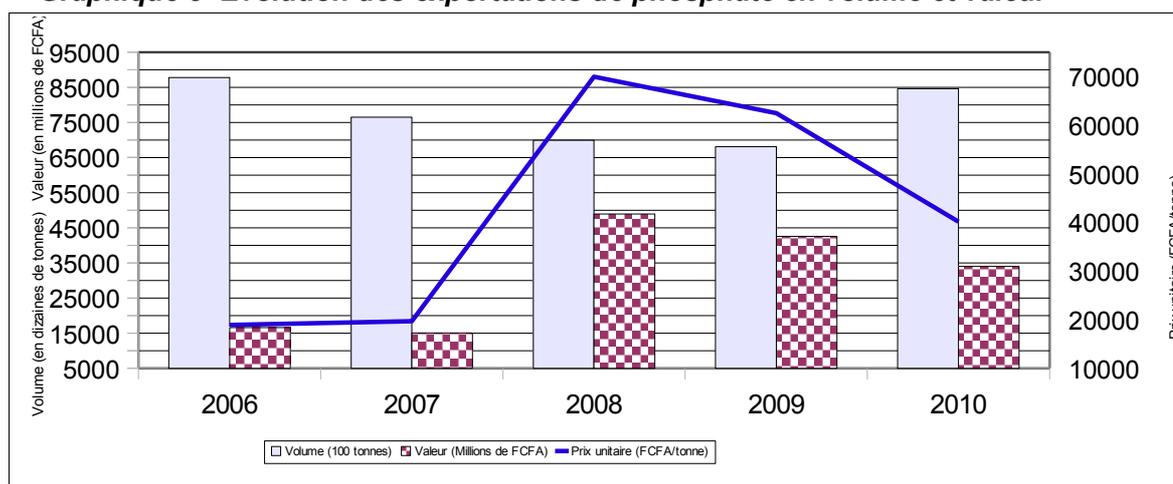
RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Phosphates	16 566	15 030	48 877	42 527	33 962	-20,1%
Clinker	30 921	25 694	21 670	43 063	41 906	-2,7%
Total	47 487	40 724	70 547	85 590	75 868	-11,4%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.1.1.2.1- Phosphate

En valeur, les exportations de phosphate ont régressé de 20,1% en 2010 en passant de 42.527 millions à 33.962 millions en liaison avec la baisse de 35,7% du prix moyen de cession, le volume exporté ayant progressé de 24,2%.

Graphique 8- Evolution des exportations de phosphate en volume et valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

La hausse de la quantité exportée après six années consécutives de baisse est essentiellement liée à un déstockage en janvier 2010 d'une partie de la production de l'année 2009.

La production de phosphates au titre de l'année 2010 est en baisse de 4,2% en s'établissant à 695,2 tonnes contre 725,5 tonnes en 2009. La branche « phosphates » du Togo connaît depuis plusieurs années des difficultés en liaison avec la vétusté des équipements de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT).

Tableau 15- Evolution des quantités et valeurs de phosphate exporté

Phosphate	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Volume (milliers de tonnes)	878	765	699	681	846	24,2%
Valeur (millions de FCFA)	16 566	15 030	48 877	42 527	33 962	-20,1%
Prix unitaire (FCFA/tonne)	18 872	19 647	69 924	62 436	40 139	-35,7%

Sources : BCEAO et DGSCN

Au plan de la répartition du marché, l'Inde reste le principal client du Togo en 2010 suivie de l'Afrique du Sud, des Philippines et du Brésil.

Encadré 2 : Stratégie de relance de la production de phosphate au Togo

Le phosphate, utilisé dans la fabrication des engrais, bénéficie ces dernières années de cours très favorables grâce à la hausse de la demande mondiale en produits agricoles. Le prix de la tonne s'est situé en moyenne à 140 dollars US en 2010 contre 42 dollars en 2005.

Le Togo, l'un des principaux producteurs africains de ce minerai peine à tirer profit de cette embellie. La production togolaise annuelle de phosphates n'a cessé de baisser, faute d'investissements suffisants. Elle est passée de plus de 3 millions de tonnes dans les années 1990 à environ 800 000 tonnes depuis 2008.

Au regard de cette situation, la relance de la production de cette filière a été inscrite parmi les réformes structurelles au titre du programme financier et économique avec les Institutions de Bretton Woods.

Depuis sa création en 2007, la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT), qui a succédé à l'International Fertilizers Group (IFG), tente de relancer l'appareil productif pour permettre à la filière d'améliorer progressivement ses performances.

Pour y parvenir, un plan stratégique d'un coût d'au moins 200 milliards de FCFA est mis en œuvre. Il s'articule autour de trois axes :

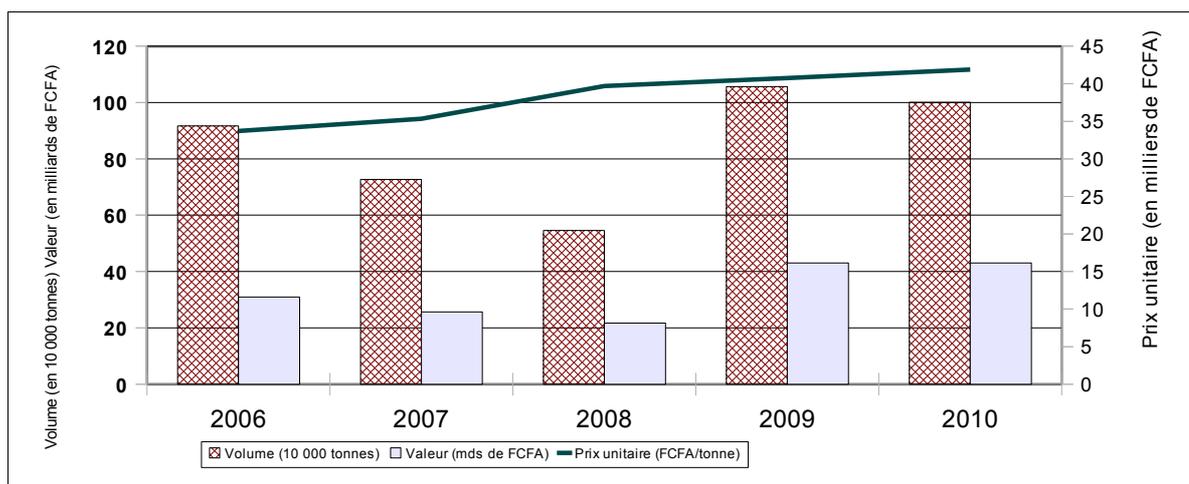
- la remise à niveau de l'appareil productif. Cette phase qui est en cours consiste d'abord pour la SNPT à réhabiliter, notamment sur fonds propres, les engins avec l'acquisition de pièces de rechange, mais aussi la commande de nouvelles machines et la formation des techniciens. Dans ce cadre, des équipements ont été livrés au premier semestre 2011 à la société pour faciliter le chargement des navires. D'autres engins lourds sont attendus pour 2012 ;
- l'expansion et le développement de la filière. Nécessitant un investissement de 48 milliards de FCFA, cette phase porte sur l'acquisition des équipements nécessaires à l'exploitation du phosphate carbonaté dont la réserve est estimée à près de 2 milliards de tonnes. A ce jour, le Togo n'utilise que la couche meuble de son gisement. Pour cette phase, les Autorités nationales sont à la recherche d'un partenaire technique. Des offres venant de groupes étrangers (indien, australien,...) ont été reçues dans ce cadre ;
- l'industrialisation de la filière, avec la construction d'une usine d'acide phosphorique et d'engrais chimiques. Le coût prévisionnel de cet investissement se situerait entre 68 milliards et 132 milliards de F CFA.

La mise en oeuvre de la stratégie devrait permettre au Togo de retrouver sa place parmi les principaux producteurs mondiaux de phosphates et d'améliorer sensiblement ses performances économiques en s'engageant sur un sentier de croissance forte.

1.1.1.1.2.2- Clinker

En valeur, les exportations de clinker s'établissent à 41.906 millions en 2010, en régression de 2,7% par rapport aux 43.063 millions enregistrés en 2009. Cette évolution est principalement induite par la baisse de 5,3% du volume exporté, le prix moyen ayant progressé de 2,7% en ressortant à 41.875 FCFA la tonne contre 40.771 FCFA une année plus tôt.

Graphique 9- Evolution des exportations de clinker en volume et valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

La baisse des exportations en volume est liée à une progression des ventes locales dans un contexte de quasi-stagnation de la production.

Tableau 16- Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Volume (en milliers de tonnes)	917	727	546	1 056	1 001	-5,3%
Valeur (en millions)	30 921	25 694	21 670	43 063	41 906	-2,7%
Prix moyen (Fcf/tonne)	33 704	35 329	39 689	40 771	41 875	2,7%

Sources : BCEAO et DGSCN

Le Ghana, le Burkina Faso et le Niger ont été les pays importateurs du clinker togolais en 2010.

1.1.1.1.3- Produits pétroliers

Avec les facilités offertes par le Port Autonome de Lomé (PAL), unique port franc de la sous-région et grâce aux importants investissements de modernisation des équipements et d'extension de la capacité de stockage, la place de Lomé constitue une plaque tournante pour le commerce de réexportation, en particulier vers les pays de l'hinterland (Burkina, Mali, Niger).

Les réexportations de produits pétroliers se chiffrent à 21.725 millions en 2010 contre 20.306 millions en 2009, soit une augmentation de 7,0%. Cette évolution est impulsée essentiellement par la hausse de 39,2% du volume en liaison avec l'augmentation des réexportations de produits bitumeux.

Tableau 17- Evolution des réexportations de produits pétroliers

<i>Produits pétroliers</i>	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Volume en tonnes	74 624	69 346	71 985	64 920	90 360	39,2%
Valeurs (en millions)	22 386	21 702	27 676	20 306	21 725	7,0%
Prix moyen (Fctfa/kg)	300	313	384	313	240	-23,1%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.1.4- Produits industriels

Les produits industriels exportés par le Togo se composent essentiellement de ciment, de produits sidérurgiques, de farine de blé, de produits alimentaires, de textiles et de matériel de transport.

Tableau 18- Evolution des exportations de produits industriels (en millions)

<i>RUBRIQUES</i>	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Produits industriels	132 318	138 795	171 849	205 376	227 146	10,6%
Ciment	28 156	39 305	26 680	28 332	31 542	11,3%
Produits sidérurgiques	18 445	20 971	28 336	33 522	30 949	-7,7%
Produits des industries alimentaires	20 445	19 415	32 172	28 482	28 751	0,9%
Textiles et articles d'habillement	14 669	11 549	18 443	20 780	28 622	37,7%
Produits chimiques	12 103	13 960	19 293	30 615	34 145	11,5%
Machines et matériels de transport	9 479	4 932	19 592	20 953	34 995	67,0%
Autres produits manufacturés	29 021	28 664	27 333	42 692	38 141	-10,7%

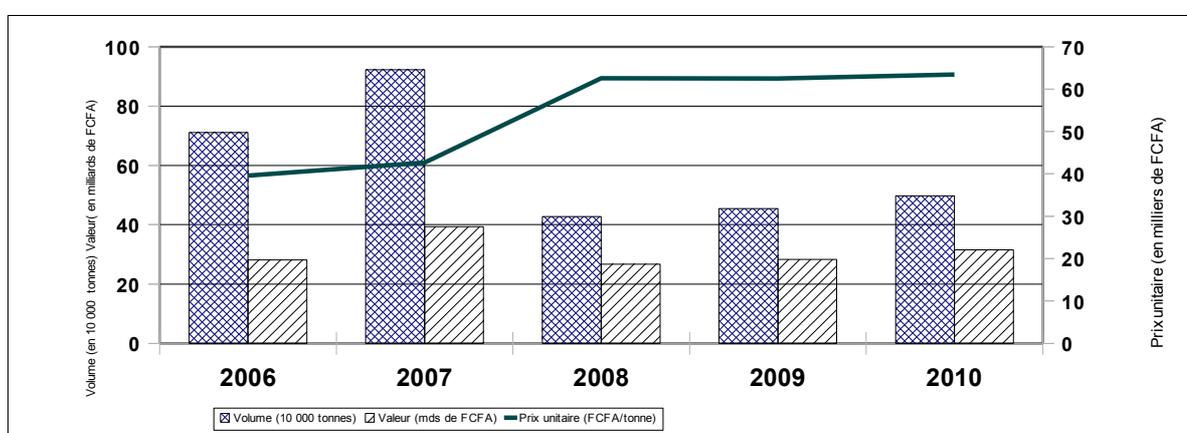
Sources : BCEAO et DGSCN

En 2010, la valeur des exportations de produits industriels se chiffre à 227.146 millions, en hausse de 10,6% par rapport aux 205.376 millions de 2009, en raison notamment de la progression des exportations de ciment, de textiles et articles d'habillement, de produits chimiques ainsi que des réexportations de machines et matériels de transport.

1.1.1.1.4.1- Ciment

Les recettes d'exportation de ciment progressent de 11,3% en 2010 en s'établissant à 31.542 millions contre 28.332 millions une année plus tôt, sous l'effet conjugué de la hausse de 9,6% des quantités et de celle de 1,6% du prix moyen de cession.

Graphique 10-Evolution des exportations de ciment en volume et valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

Les principaux pays acheteurs du ciment togolais en 2010 sont le Niger, le Mali, le Burkina-Faso et le Bénin.

Tableau 19- Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté

Ciment	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Volume (en milliers de tonnes)	711	922	427	454	497	9,6%
Valeur (en millions)	28 156	39 305	26 680	28 332	31 542	11,3%
Prix moyen (FCFA/tonne)	39 604	42 651	62 482	62 442	63 433	1,6%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.1.4.2- Produits sidérurgiques

Les produits sidérurgiques rassemblent les métaux et ouvrages en métaux, principalement, les matériaux de construction comme les fers à béton, les tuyaux galvanisés en fer, en acier, en fonte ou en cuivre.

En 2010, les exportations de produits sidérurgiques ont diminué de 7,7% en s'établissant à 30.949 millions contre 33.522 millions en 2009 suite notamment à la baisse des réexportations d'ouvrages en aluminium ainsi que des déchets et débris en métaux.

1.1.1.1.4.3- Produits des industries alimentaires

Les produits des industries alimentaires couvrent notamment les farines de froment, les huiles raffinées, les boissons, les sucres et sucreries ainsi que les autres préparations à base de viande.

Les exportations de produits des industries alimentaires ont progressé de 0,9% en s'établissant à 28.751 millions en 2010 contre 28.482 millions en 2009.

Cette légère augmentation est liée à la hausse de 17,5% des exportations de boissons atténuée par la diminution de 14,4% des ventes de farines de froment, des huiles raffinées et des sucres.

En 2010, ces produits ont été écoulés principalement vers le Bénin, le Niger, le Mali, le Burkina-Faso, le Ghana et le Nigeria.

1.1.1.1.4.4- Textiles et articles d'habillement

En 2010, les exportations de ces produits se chiffrent à 28.622 millions en hausse de 37,7% par rapport aux 20.780 millions enregistrés une année plus tôt. Cette évolution est principalement liée à la hausse des réexportations de vêtements et autres matières textiles dont les ventes se sont chiffrées en 2010 à 9.061 millions contre 2.624 millions en 2009.

Ces produits ont été réexportés pour l'essentiel vers la Côte d'Ivoire, l'Espagne, le Mali et le Niger.

1.1.1.1.4.5- Produits chimiques

Les produits chimiques rassemblent notamment les engrais, les savons, les peintures et les produits de beauté.

Les exportations de ces produits ont progressé de 11,5% en passant de 30.615 millions en 2009 à 34.145 millions en 2010 du fait des exportations d'engrais qui ont progressé de 40,1% en s'établissant à 14.884 millions en 2010 contre 10.621 millions en 2009.

Les principaux pays acheteurs des produits chimiques togolais en 2010 sont le Bénin, le Nigeria, le Burkina-Faso, le Niger, le Ghana, le Gabon, le Congo, la République Démocratique du Congo et l'Angola.

1.1.1.1.4.6- Machines et matériels de transport

Les machines et matériels de transport concernent notamment les véhicules et les pièces détachées qui font l'objet de réexportation.

Ces transactions ont enregistré en 2010, une hausse de 67% en se chiffrant à 34.995 millions contre 20.953 millions en 2009. Cette évolution est essentiellement induite par la hausse des réexportations de matériels de transport et électriques vers les pays de l'hinterland et le Soudan.

1.1.1.1.4.7- Autres produits manufacturés

Le reste des produits manufacturés exportés par le Togo concerne particulièrement les mèches, les sacs, les sachets et autres articles plastiques.

Les exportations des produits de l'espèce ont régressé de 10,7% en s'établissant à 38.141 millions en 2010 contre 42.692 millions en 2009. Cette évolution est induite notamment par la baisse des exportations de mèches et de sachets.

En 2010, ces produits ont été écoulés principalement vers le Burkina-Faso, le Mali, le Niger, le Bénin, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Ghana.

1.1.1.1.2- Ajustements

Les ajustements opérés ont pour objet d'apporter des corrections aux données du commerce général produites par la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale pour tenir compte des spécificités des statistiques de balance des paiements.

En 2010, ces ajustements ont porté sur 146.332 millions répartis comme suit :

- des ajustements de valeur à concurrence de +17.104,5 millions, pour corriger les écarts entre les prix relevés dans les statistiques douanières brutes et les prix contractuels communiqués par les exportateurs ;
- des ajustements chronologiques à hauteur de +26.994 millions, pour corriger les décalages entre la date d'enregistrement des marchandises par l'administration douanière et la date de transfert de propriété entre l'exportateur et son client ;

- des ajustements de champ de +102.233,5 millions, pour tenir compte du commerce non contrôlé estimé à partir des mouvements de billets et des flux financiers entre les pays de l'UMOA et des réexportations d'électricité vers le Bénin que les statistiques douanières ne saisissent pas.

1.1.1.2- Autres biens

Les exportations des autres biens couvrent des opérations diverses sur les marchandises générales entre les résidents et les non-résidents. Il s'agit :

- **des travaux de réparations effectués au Togo**, généralement sur des matériels de transport, tels que les navires et les avions appartenant à des non-résidents. En 2010, ces transactions se sont chiffrées à 3 millions.
- **des achats de biens dans les ports et aéroports** qui recouvrent principalement les avitaillements fournis aux navires ou avions étrangers. En 2010, ils se sont chiffrés à 2.294 millions contre 5.905 millions en 2009.
- **des exportations d'or non monétaire**, c'est-à-dire or non détenu comme avoir de réserve, traité comme toute autre marchandise. Pour la première année, les transactions sur ce produit enregistrées au niveau du cordon douanier se chiffrent à 10.568 millions. Ces transactions sont des réexportations, le Togo n'étant pas producteur d'or. Ce produit a été écoulé essentiellement vers la Suisse et le Liban.

Au total, les exportations des autres biens ont progressé de 117,9% en passant de 5.905 millions en 2009 à 12.865 millions en 2010.

1.1.2- Importations de biens

En 2010, les importations de biens enregistrées en balance des paiements se sont chiffrées à 708.457 millions, en progression de 14,1% par rapport aux 621.003 millions affichés en 2009.

Les importations de biens représentent 44,8% du PIB courant contre 41,6% un an plus tôt.

Elles sont composées de marchandises générales pour une valeur de 687.074 millions et d'autres biens pour 21.383 millions.

Tableau 20- Evolution des importations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Marchandises générales	494 637	511 552	583 211	619 051	687 074	11,0%
Autres biens	1 620	2 212	2 182	1 952	21 383	995,4%
IMPORTATIONS DE BIENS	496 257	513 764	585 393	621 003	708 457	14,1%
PIB Courant (PIBC)	1 160 112	1 212 824	1 418 529	1 493 550	1 581 336	5,9%
Importations de biens /PIBC (%)	42,8	42,4	41,3	41,6	44,8	-

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.2.1- Marchandises générales

Les marchandises générales sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements de champ pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.

Tableau 21- Evolution des marchandises générales importées (en millions)

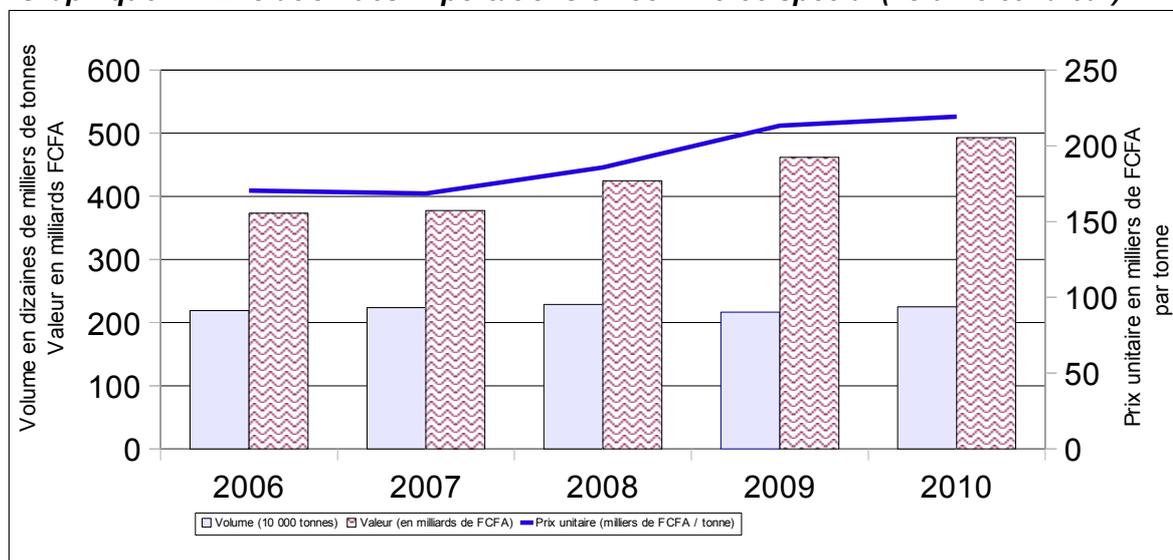
	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
1- Importations commerce général (CAF) (1.a + 1.b + 1.c)	471 984	508 485	579 371	582 840	656 646	12,7%
1.a- Importations commerce spécial (CAF)	373 133	377 258	424 651	461 777	492 809	6,7%
1.b- Mouvements d'entrepôt	111 707	138 021	164 377	143 445	176 707	23,2%
1.c- Ajustement de couverture de champ	-12 856	-6 794	-9 657	-22 382	-12 870	-42,5%
2- Ajustement (commerce non contrôlé +CEB)	95 170	84 424	96 540	129 465	135 491	4,7%
3- Importations ajustées (CAF) (1+2)	567 154	592 909	675 911	712 305	792 137	11,2%
4- Reclassification du fret et assurance (1*16%)	-75 517	-81 358	-92 699	-93 254	-105 063	12,7%
Marchandises générales importées (FOB) (3+4)	494 637	511 552	583 211	619 051	687 074	11,0%
PIB Courant (PIBC)	1 160 112	1 212 824	1 418 529	1 493 550	1 581 336	5,9%
Importations ajustées CAF /PIBC (%)	48,9	48,9	47,6	47,7	50,1	-

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.2.1.1- Importations en commerce spécial

En 2010, les achats de biens extérieurs classés en commerce spécial se sont élevés à 492.809 millions contre 461.777 millions en 2009, en hausse de 6,7%.

Graphique 11- Evolution des importations en commerce spécial (volume et valeur)



Sources : BCEAO et DGSCN

Cette progression de la valeur des importations est liée à la hausse de 3,8% du volume des produits importés conjuguée à une augmentation de 2,8% du prix moyen de la tonne de ces produits qui passe de 213.292 FCFA en 2009 à 219.199 FCFA en 2010.

Tableau 22- Evolution des importations en commerce spécial (en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Volume (en milliers de tonnes)	2 189	2 238	2 287	2 165	2 248	3,8%
Valeur (en millions de F CFA)	373 133	377 258	424 651	461 777	492 809	6,7%
Prix unitaire (FCFA/tonne)	170 458	168 548	185 680	213 292	219 199	2,8%

Sources : BCEAO et DGSCN

La hausse de la valeur des importations en 2010 est imprimée par les biens de consommation, et les biens d'équipement dont les factures CAF ont respectivement progressé de 16,2% et 2,8%. Les importations de produits pétroliers et de matières premières ont quant à elles, fléchi de 0,4%.

Tableau 23- Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Biens de consommation	117 988	126 569	140 102	173 173	201 235	16,2%
Énergies et lubrifiants	104 310	101 733	109 990	69 150	68 856	-0,4%
Matières premières et produits semi-finis	90 518	81 784	86 979	90 358	89 992	-0,4%
Biens d'équipement	60 317	67 172	87 580	129 096	132 726	2,8%
IMPORTATIONS EN COMMERCE SPECIAL (CAF)	373 133	377 258	424 651	461 777	492 809	6,7%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.2.1.1.1- Biens de consommation

Les biens de consommation importés augmentent en valeur de 16,2% en s'établissant à 201.235 millions en 2010 contre 173.173 millions une année plus tôt. Leur part dans les importations totales progresse de 37,5% en 2009 à 40,8% en 2010. Ces évolutions sont imputables à la hausse des importations des deux sous-groupes : produits alimentaires et autres produits finis pour la consommation.

Tableau 24- Evolution des importations des biens de consommation (en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Alimentation – Boissons -Tabacs	46 738	51 613	51 441	58 390	70 785	21,2%
Autres produits finis pour la consommation	71 250	74 956	88 661	114 783	130 449	13,6%
Total des biens de consommation (1)	117 988	126 569	140 102	173 173	201 235	16,2%
Total importations en commerce spécial (2)	373 133	377 258	424 651	461 777	492 809	6,7%
<i>Part dans les importations (1/2)</i>	31,6%	33,5%	33,0%	37,5%	40,8%	-

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.2.1.1.1.1- Alimentation-boissons-tabacs

Avec 70.785 millions contre 58.390 millions en 2009, la valeur des importations des produits du sous-groupe "Alimentation–Boissons-Tabacs" a enregistré une hausse de 21,2% impulsée principalement par les importations de produits alimentaires et de tabacs qui ont progressé respectivement de 25,1% et 6,0%.

Outre la hausse du volume des produits alimentaires importés passé de 275.378 tonnes en 2009 à 291.222 tonnes en 2010, la progression observée est liée au prix moyen qui s'est établi à 207.386,3 FCFA/tonne contre 175.245,8 FCFA/tonne en 2009, soit une augmentation de 18,4%. Elle traduit le renchérissement général des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux.

S'agissant des importations de tabacs, leur hausse résulte d'une augmentation de 6,7% du volume importé qui se chiffre à 1.822 tonnes en 2010 contre 1.705 tonnes en 2009, le prix moyen ayant fléchi de 0,9%.

Les importations de boissons sont, quant à elles, en baisse de 3,5% en liaison avec la régression de 4,1% du prix moyen, les quantités importées ayant augmenté de 0,6%.

Tableau 25- Evolution des importations du groupe "Alimentation-Boissons-Tabacs" (en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Produits alimentaires	35 889	40 192	39 576	48 259	60 396	25,1%
Dont Riz	4 061	4 127	4 107	5 684	5 310	-6,6%
Poissons	5 495	2 913	2 901	3 791	11 229	196,2%
Viandes	481	1 230	4 471	4 077	4 929	20,9%
Lait	2 116	2 570	2 540	3 659	4 670	27,6%
Sucre	2 229	3 448	3 263	5 788	8 222	42,0%
Boissons	2 256	2 665	3 047	3 640	3 512	-3,5%
Tabacs	8 593	8 756	8 817	6 491	6 878	6,0%
TOTAL	46 738	51 613	51 441	58 390	70 785	21,2%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.2.1.1.2- Autres produits finis pour la consommation

La valeur des importations des autres produits finis pour la consommation s'établit en 2010 à 130.449 millions, en augmentation de 13,6% par rapport aux 114.783 millions de 2009. Cet accroissement est imputable à la hausse de 29,4% du prix moyen qui passe de 349.887 FCFA/tonne en 2009 à 452.722 FCFA/tonne en 2010. Le volume importé a, quant à lui, diminué de 12,2% en s'établissant à 288.144 tonnes en 2010 contre 328.058 tonnes en 2009. Tous les produits du groupe ont contribué à cette évolution.

Tableau 26- Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation" (en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Produits pharmaceutiques	26 926	23 111	19 029	28 922	37 310	29,0%
Produits chimiques	3 713	4 267	7 875	10 784	12 196	13,1%
Autres produits manufacturés	40 611	47 578	61 757	75 078	80 943	7,8%
TOTAL	71 250	74 956	88 661	114 783	130 449	13,6%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.2.1.1.2- Energie et lubrifiants

La valeur des produits du groupe « énergie et lubrifiants » s'élève à 68.856 millions en 2010, en baisse de 0,4% par rapport aux 69.150 millions de 2009 suite à la régression de 29,0% du prix moyen conjuguée à une hausse de 40,2% du volume importé.

Tableau 27- Evolution des importations d'énergie et lubrifiants (en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Pétrole brut	139	95	76	0	0	
Pétrole lampant	13 366	12 243	17 413	9 342	6 237	-33,2%
Essence	31 446	35 457	42 620	25 442	21 961	-13,7%
Gas-oil et fuel-oil	51 486	47 316	44 048	27 248	33 023	21,2%
Huiles de graissage	3 498	3 340	2 906	4 705	4 148	-11,8%
Butane et autres gaz	1 053	1 192	1 354	1 106	2 154	94,7%
Bitumes et produits bitumeux	954	90	58	268	928	245,9%
Autres	2 368	2 000	1 515	1 039	404	-61,1%
TOTAL VALEURS (1)	104 310	101 733	109 990	69 150	68 856	-0,4%
VOLUME (TONNES)	365 034	354 089	498 136	233 926	327 996	40,2%
PRIX MOYEN (FCFA/TONNE)	285 754	287 309	220 803	295 606	209 928	-29,0%
TOTAL IMPORTATIONS EN COMMERCE SPECIAL (2)	373 133	377 133	424 651	461 777	492 809	6,7%
<i>Part dans les importations (1)/(2)</i>	<i>28,0%</i>	<i>27,0%</i>	<i>25,9%</i>	<i>15,0%</i>	<i>14,0%</i>	<i>-</i>

Sources : BCEAO et DGSCN

La baisse de la valeur CAF des importations de produits pétroliers est impulsée essentiellement par celles des importations de pétrole lampant, d'essence et des huiles de graissage. La part des produits pétroliers dans les importations totales régresse de 1 point de pourcentage en passant de 15,0% en 2009 à 14,0% en 2010.

1.1.2.1.1.3- Matières premières et produits semi-finis

Les matières premières et produits semi-finis importés se chiffrent à 89.992 millions en 2010 contre 90.358 millions en 2009, soit une baisse de 0,4%. Cette évolution est induite par la régression de 5,7% des importations de matières premières notamment le blé et le clinker.

Tableau 28- Evolution des importations des matières premières (en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Matières premières	37 111	49 972	45 462	50 133	47 270	-5,7%
<i>Dont blé</i>	<i>11 135</i>	<i>10 401</i>	<i>9 011</i>	<i>9 527</i>	<i>7 134</i>	<i>-25,1%</i>
<i>clinker</i>	<i>28 197</i>	<i>31 382</i>	<i>32 541</i>	<i>35 996</i>	<i>35 032</i>	<i>-2,7%</i>
Produits semis-finis	53 407	31 812	41 517	40 226	42 722	6,2%
TOTAL	90 518	81 784	86 979	90 358	89 992	-0,4%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.2.1.1.4- Biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement s'élèvent en 2010 à 132.726 millions contre 129.096 millions en 2009, soit une augmentation de 2,8%. Cette progression est induite, d'une part, par les importations de matériels de transport et, d'autre part, par les achats de matériels médicaux effectués dans le cadre du programme de renouvellement des équipements des centres hospitaliers du Togo.

Toutefois, la proportion desdits biens dans les importations totales est en baisse, passant de 28,0% en 2009 à 26,9% en 2010.

Tableau 29- Evolution des importations des biens d'équipement (en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Produits finis pour l'agriculture	795	231	311	164	342	108,4%
Produits finis pour l'industrie	59 522	66 941	87 269	128 932	132 384	2,7%
BIENS D'ÉQUIPEMENT (1)	60 317	67 172	87 580	129 096	132 726	2,8%
IMPORTATIONS TOTALES EN COMMERCE SPECIAL (2)	373 133	377 258	424 651	461 777	492 809	6,7%
Rapport (1)/(2) en %	16,2%	17,8%	20,6%	28,0%	26,9%	-

Sources : BCEAO et DGSCN

Les produits finis pour l'industrie, qui constituent depuis plusieurs années la quasi-totalité des biens d'équipement, ont progressé de 2,7% en passant de 128.932 millions en 2009 à 132.384 millions en 2010.

La part marginale des produits finis pour l'agriculture confirme le faible degré de modernisation de l'exploitation agricole malgré l'importance du secteur dans l'économie togolaise.

Une progression notable (+108,4%) est néanmoins enregistrée en 2010 suite à la mise en œuvre du programme de développement du secteur agricole.

1.1.2.1.2- Mouvements d'entrepôts⁵

Un ensemble de dispositions légales, qui dérogent en tout ou partie au droit douanier, ont été prévues pour permettre aux opérateurs économiques d'introduire, sous certaines conditions, des marchandises sur le territoire national sans paiement des droits et taxes à l'importation. Ces marchandises sont généralement stockées dans des entrepôts, sous la surveillance de l'administration douanière, en attendant leur destination finale qui peut être, selon le cas, le territoire douanier (mise en consommation) ou d'autres pays (réexportation).

Ces mouvements d'entrepôts se chiffrent en 2010 à 176.707 millions en hausse de 23,2% par rapport aux 143.445 millions de 2009.

⁵ Le terme « mouvements d'entrepôts » désigne ici les entrées en entrepôt et les sorties d'entrepôt du territoire douanier. Les mouvements d'entrepôts sont enregistrés en balance des paiements en raison du fait que les données du commerce extérieur prises en compte sont celles du commerce général car le champ couvert par les statistiques de balance des paiements est celui du territoire économique du pays.

1.1.2.1.3- Ajustements de couverture

Les ajustements opérés sur les importations CAF en commerce général en 2010, ont porté sur +122.621 millions et ont concerné les importations d'énergie électrique de la Communauté Électrique du Bénin (+66.595 millions), les entrées en zone franche de produits nationaux (-7.136 millions), le commerce non contrôlé (+68.896 millions) et les privilèges diplomatiques (-5.734 millions).

1.1.2.1.4- Re-classification du fret et de l'assurance

Pour exprimer les importations en valeur FOB, 16,0% des 656.646 millions d'importations CAF en commerce général, (soit 105.063 millions, représentant le montant des frets et assurances) ont été défalqués et reclassés dans les transports et les services d'assurance pour 89.303,5 millions (85%) et 15.759,5 millions (15%) respectivement.

1.1.2.2- Autres biens importés

Les importations des autres biens couvrent des opérations diverses relatives aux marchandises générales entre les résidents et les non résidents. Il s'agit des transactions suivantes :

- **travaux de réparations effectués à l'extérieur**, généralement sur des matériels de transport, tels que les navires, les avions ou des véhicules appartenant à des résidents.
En 2010, les dépenses des résidents au titre de ces travaux se chiffrent à 2.989 millions contrairement aux deux dernières années où aucune transaction n'a été enregistrée. Cette évolution est induite essentiellement par le secteur du transport aérien avec le démarrage en janvier 2010, des activités d'une nouvelle compagnie aérienne à vocation régionale basée au Togo ;
- **achats de biens à l'extérieur par les transporteurs**, qui recouvrent principalement les avitaillements de navires ou d'avions effectués à l'extérieur du territoire, ainsi que les dépenses effectuées hors du pays par les transporteurs routiers notamment.
Ils se sont chiffrés à 9.675 millions en 2010 contre 1.952 millions en 2009 en hausse de 395,6% suite notamment à la hausse des avitaillements des compagnies aériennes résidentes ;
- **importations d'or non monétaire**, c'est-à-dire or non détenu comme avoir de réserve, traité comme toute autre marchandise.
Aucune transaction sur ce produit n'a été recensée au cordon douanier sur toute la période 2005-2010. Toutefois, la valeur des transactions sur ce produit via les canaux informels est estimée à 8.719 millions en 2010⁶.

Au total, les importations des autres biens ont progressé de 995,4% en passant de 1.952 millions en 2009 à 21.383 millions en 2010.

⁶ L'estimation de la valeur des importations d'or non monétaire via les canaux informels a été faite sur la base des données déclarées par les douanes au titre des réexportations de ce produit. En effet, un taux moyen de 82,5% a été appliqué aux réexportations d'or non monétaire sur la base des informations obtenues sur le taux de marge moyen appliqué par les ré-exportateurs qui se chiffre à 17,5%.

Tableau 30- Evolution des importations des autres biens (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Réparation de biens	-	1	-	-	2 989	-
Achats de biens dans les ports et aéroports	1 620	2 211	2 182	1 952	9 675	395,6%
Or non monétaire	-	-	-	-	8 719	-
Autres biens	1 620	2 212	2 182	1 952	21 383	995,4%

Source : BCEAO

1.1.3- Echanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA

Dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements régionale de l'UEMOA, les données officielles sur les échanges intra-UEMOA ont fait l'objet de retraitements par la Cellule régionale chargée de la réconciliation des données sur le commerce intra-UEMOA. Ces retraitements ont été pris en compte dans la détermination des valeurs globales des importations et des exportations du Togo. La matrice des échanges intra-communautaires ci-après arrêtée par la Cellule est obtenue à la suite de la confrontation des données du commerce général des pays partenaires dans l'Union et de la prise en compte des échanges trans-frontaliers non contrôlés.

Tableau 31- Estimation de la matrice des échanges communautaires en 2010 (en millions)

		Importateurs								UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Exportateurs	Bénin		7 129	14 379	1 003	96 082	14 561	15 711	61 691	210 556
	Burkina	6 819		13 867	607	20 031	13 777	2 739	5 499	63 338
	Côte d'Ivoire	46 981	215 335		1 499	122 494	29 934	30 426	72 273	518 943
	Guinée-Bissau					5 571		16 458		22 030
	Mali	13 238	20 679	22 465	2 042		6 533	31 682	11 490	108 127
	Niger	7 257	9 993	5 883	275	5 002		3 765	4 470	36 646
	Sénégal	11 487	22 501	43 661	32 644	254 481	5 040		9 602	379 416
	Togo	110 262	48 074	24 798	1 870	26 002	31 133	13 130		255 269
	UEMOA	196 044	323 712	125 051	39 941	529 663	100 978	113 912	165 024	1 594 324

Sources : BCEAO et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

En 2010, les exportations du Togo vers les autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 255.269 millions contre 212.126 millions en 2009. Les importations du Togo en provenance des pays de l'UEMOA se sont, quant à elles, établies à 165.024 millions contre 157.105 millions en 2009. La balance des transactions commerciales avec les pays de l'UEMOA est ressortie excédentaire de 90.245 millions contre un excédent de 55.021 millions enregistré en 2009.

1.2- EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES

Le poste « services » de la balance des paiements comprend les transports, les voyages et d'autres services comme les services financiers, les services de communication, les services d'informatique et d'information.

En 2010, le déficit de la balance des services s'est légèrement aggravé en ressortant à 38.486 millions contre 38.326 millions en 2009 sous l'effet de la dégradation des soldes des voyages et des autres services atténuée par l'amélioration du solde des transports.

Tableau 32- Evolution de la balance des services (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Transports	-61 033	-52 764	-64 472	-67 216	-57 354	-14,7%
Voyages	7 941	8 364	9 183	10 094	9 697	-3,9%
Autres services	19 926	11 121	21 215	18 796	9 171	-51,2%
TOTAL DES SERVICES	-33 167	-33 279	-34 074	-38 326	-38 486	0,4%

Source : BCEAO

1.2.1- Transports

Cette rubrique regroupe les transports de passagers et de marchandises, ainsi que diverses activités connexes au transport.

Le solde structurellement déficitaire s'est amélioré de 14,7% en s'établissant à 57.354 millions en 2010 contre 67.216 millions en 2009 en liaison notamment avec :

- la réduction de 89,5% du solde déficitaire des transports de passagers suite au démarrage, en janvier 2010, des activités d'une nouvelle compagnie aérienne basée au Togo ;
- l'amélioration du solde excédentaire du fret aérien, suite à la hausse des transports de biens par voie aérienne pour le compte de non-résidents.

Tableau 33- Evolution des transports (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Transports	-61 033	-52 764	-64 472	-67 216	-57 354	-14,7%
- Passagers	-18 239	-18 416	-20 165	-19 746	-2 065	-89,5%
- Fret	-63 475	-62 417	-71 672	-72 732	-77 458	6,5%
- Fret maritime	-66 887	-69 238	-78 794	-79 266	-89 303	12,7%
- Fret aérien	1 161	3 654	4 622	3 984	9 710	143,7%
- Autres	2 251	3 167	2 500	2 550	2 135	-16,3%
- Autres transports	20 681	28 069	27 365	25 262	22 169	-12,2%

Source : BCEAO

1.2.2- Voyages

Les voyages ont enregistré en 2010 un excédent de 9.697 millions, en baisse de 3,9% par rapport aux 10.094 millions de 2009, suite à l'effet conjugué :

- d'une baisse de 10,1% des dépenses effectuées au Togo à titre personnel par des non-résidents qui se chiffrent à 16.930 millions en 2010 contre 18.839 millions en 2009 en liaison avec la réduction de 11,5% des recettes touristiques ;
- d'une hausse de 19,0% des dépenses effectuées à l'étranger à titre professionnel par des résidents qui passent de 12.576 millions en 2009 à 14.964 millions en 2010 avec notamment la progression des dépenses au titre de missions à l'extérieur et des voyages d'affaires.

Tableau 34- Evolution des voyages (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Voyages	7 941	8 364	9 183	10 094	9 697	-3,9%
- à titre professionnel	1 593	1 229	615	846	559	-33,9%
- à titre personnel	6 348	7 135	8 568	9 248	9 138	-1,2%

Source : BCEAO

1.2.3- Autres services

Les autres services (services de bâtiments et travaux publics, services d'assurances, services financiers et divers services aux administrations publiques et aux entreprises) se sont soldés en 2010 par un excédent de 9.171 millions en baisse de 51,2% par rapport aux 18.796 millions de 2009. Cette évolution est induite par :

- la hausse de 25,8% du solde déficitaire des services d'assurances en liaison avec la progression des importations de biens ;
- la baisse de 23,9% du solde excédentaire des services financiers consécutivement à l'augmentation des commissions payées notamment par le secteur bancaire aux non-résidents ;
- la régression de 16,7% de l'excédent des services fournis ou reçus par les administrations publiques suite principalement à la hausse des paiements à l'extérieur au titre des taxes d'aéroport et redevances similaires, avec le démarrage en 2010 des activités d'une nouvelle compagnie aérienne résidente ;

- le repli de 18,8% de l'excédent des autres services en liaison surtout avec l'aggravation de 72,3% du déficit des services d'informatique et d'information dont les importations sont en hausse notamment dans les secteurs de transport aérien et des télécommunications.

Tableau 35- Evolution des autres services (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
- Services de B.T.P	2 506	278	1 187	-3 492	-2 257	-35,4%
- Services d'assurance	-16 123	-13 434	-15 033	-15 013	-18 890	25,8%
- Services financiers	1 967	1 526	4 214	5 089	3 872	-23,9%
- Services fournis ou reçus par les APU	20 075	17 416	12 681	13 320	11 102	-16,7%
- Autres services aux entreprises	11 501	5 335	18 166	18 892	15 344	-18,8%
<i>Dont services de communication</i>	5 769	2 547	14 370	16 950	18 279	7,8%
<i>Services d'informatique et d'information</i>	-672	-2 123	-2 657	-2 870	-4 944	72,3%
Total des autres services	19 926	11 121	21 215	18 796	9 171	-51,2%

Source : BCEAO

1.3- EVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS

La balance des revenus est constituée de la balance de la rémunération des salariés et de celle des revenus des investissements.

En 2010, elle est ressortie déficitaire de 11.624 millions, en aggravation de 29,3% par rapport au déficit de 8.991 millions enregistré une année plus tôt, suite principalement à la détérioration de 14,1% du solde des revenus du travail qui est passé de 15.409 millions en 2009 à 13.238 millions en 2010.

Tableau 36- Evolution des revenus (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Revenus du travail	14 814	15 012	15 257	15 409	13 238	-14,1%
Revenus des investissements	-34 577	-29 504	-22 007	-24 400	-24 862	1,9%
TOTAL DES REVENUS	-19 763	-14 492	-6 750	-8 991	-11 624	29,3%

Source : BCEAO

1.3.1- Revenus du travail

Ils sont essentiellement constitués des salaires, traitements et autres prestations payés, d'une part, au personnel résident des représentations diplomatiques ou des organismes internationaux, et d'autre part, aux agents non-résidents par les entités résidentes.

Les entrées nettes au titre de ces revenus sont évaluées à 13.238 millions en 2010, en baisse de 14,1% par rapport aux 15.409 millions enregistrés en 2009. Cette évolution est consécutive principalement à la hausse des paiements effectués par les compagnies aériennes résidentes au titre des salaires du personnel naviguant non-résident notamment les pilotes.

1.3.2- Revenus des investissements

Les revenus des investissements représentent les produits que les non-résidents tirent de leurs avoirs financiers placés dans l'économie nationale et les revenus que procurent les avoirs financiers placés à l'étranger par les résidents.

En 2010, ces opérations se sont soldées par un déficit de 24.862 millions, en aggravation de 1,9% par rapport au déficit de 24.400 millions enregistré en 2009.

Tableau 37- Evolution des revenus des investissements (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Revenus des investissements directs	-25 409	-18 784	-18 675	-19 073	-16 723	-12,3%
Intérêts sur dette publique extérieure	-10 013	-11 942	-6 178	-5 567	-4 992	-10,3%
Autres revenus du capital	845	1 222	2 846	240	-3 147	-1411,3%
Total des revenus des investissements	-34 577	-29 504	-22 007	-24 400	-24 862	1,9%

Source : BCEAO

Cette évolution est induite notamment par la forte dégradation du solde des autres revenus du capital qui pour la première année est ressorti déficitaire suite à la hausse des intérêts payés au titre notamment des emprunts effectués auprès des non-résidents par les entreprises des secteurs des télécommunications et de l'énergie électrique. Elle est amplifiée surtout par les intérêts payés par le secteur de l'énergie électrique au titre du remboursement de la première annuité du prêt accordé par l'organisme américain Overseas Private Investment (OPIC) dans le cadre de la réhabilitation de la Centrale Thermique de Lomé.

Les intérêts dus au titre de la dette extérieure publique sont en baisse pour la troisième année consécutive en rapport avec l'impact positif des allègements de dette obtenus en 2010 auprès des membres du Club de Paris et des bailleurs multilatéraux notamment la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD). Ces allègements de dette résultent de l'atteinte, par le Togo en décembre 2010, du point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE).

La réduction de 12,3% du solde déficitaire des revenus des investissements directs est liée à l'effet conjugué de :

- la progression de 63,7% des dividendes payés aux non-résidents dans les secteurs des industries extractives et manufacturières suite à l'amélioration des comptes d'exploitation ;
- la forte baisse (-240,5%) du solde déficitaire des bénéfices réinvestis en liaison principalement avec les résultats déficitaires enregistrés en 2010 par les compagnies aériennes résidentes contrôlées majoritairement par des non-résidents.

1.4- EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants se répartissent en deux grandes catégories : les administrations publiques et les autres secteurs.

Le solde créditeur des transferts courants s'est établi en 2010 à 176.189 millions, en hausse de 11,2% par rapport aux 158.503 millions enregistrés en 2009.

Tableau 38- Evolution des transferts courants (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Administrations Publiques	14 353	16 530	22 581	38 335	49 805	29,9%
<i>dont Dons en espèces</i>	<i>14 346</i>	<i>12 300</i>	<i>13 762</i>	<i>22 806</i>	<i>30 066</i>	<i>31,8%</i>
Autres secteurs	113 047	117 185	122 437	120 168	126 384	5,2%
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>86 384</i>	<i>98 715</i>	<i>109 874</i>	<i>108 543</i>	<i>122 373</i>	<i>12,7%</i>
Total des transferts courants	127 400	133 715	145 018	158 503	176 189	11,2%

Source : BCEAO

Les transferts courants des administrations publiques recouvrent notamment les dons en espèces et en nature, les contributions aux dépenses des organisations internationales et l'assistance technique.

Ces transferts ont progressé de 29,9% en passant de 38.335 millions en 2009 à 49.805 millions en 2010. Cette amélioration est impulsée notamment par la hausse des appuis budgétaires accordés au Togo par ses partenaires au développement dans le cadre de la mise en œuvre des réformes au titre du programme économique et financier appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC).

Pour les autres secteurs, ils sont constitués, outre les transferts entre particuliers ou entre institutions ne relevant pas d'une administration publique, des envois de fonds des travailleurs migrants.

Ces opérations ont progressé de 5,2% en s'établissant à 126.384 millions en 2010 contre 120.168 millions en 2009 du fait de la hausse de 12,7% des flux nets d'envois de fonds des travailleurs migrants.

2- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Le compte de capital et d'opérations financières dégage un solde excédentaire de 93.517 millions contre 80.819 millions l'année précédente. La hausse de 15,7% est favorisée par les flux financiers générés aussi bien par le compte de capital que par les opérations financières.

2.1- COMPTE DE CAPITAL

2.1.1- Evolution de la balance des transferts de capital

Les transferts de capital sont constitués essentiellement des remises de dette et des dons destinés au financement des investissements.

En 2010, ils ont progressé de 977,2% en s'établissant à 687.480 millions contre 63.821 millions l'année précédente. Cette évolution est consécutive aux remises de dette d'un montant de 642.456 millions accordées au Togo par les créanciers bilatéraux membres du Club de Paris et les bailleurs multilatéraux comme la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement suite à l'atteinte du point d'achèvement au titre de l'IPPTE.

Les dons en espèces et en nature mobilisés notamment dans le cadre du programme d'investissement public s'établissent à 36.460 millions contre 48.745 millions en 2009, soit une régression de 25,2% en liaison avec la baisse des dons en nature.

Quant aux dons en espèces et en nature mobilisés par le secteur privé (ONG nationales et missions religieuses), ils sont en régression de 43,2% en s'établissant à 8.564 millions contre 15.076 millions en 2009 suite à la baisse des dons en nature destinés aux ONG nationales.

Tableau 39- Evolution des transferts de capital (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Transferts de capital des Adm. Publ.	15 986	17 649	275 459	48 745	678 916	1292,8%
<i>Remise de dette</i>	-	9 500	245 230	-	642 456	
<i>Autres transferts</i>	15 986	8 079	30 229	48 745	36 460	-25,2%
<i>dont Dons en espèces</i>	15 986	8 079	15 499	42 079	32 191	-23,5%
Transferts de capital autres secteurs	17 473	17 539	18 205	15 076	8 564	-43,2%
Total des transferts de capital	33 459	35 188	293 664	63 821	687 480	977,2%

Source : BCEAO

Encadré 3 : Allègement de la dette extérieure publique du Togo suite à l'atteinte du point d'achèvement au titre de l'IPPTE

En décembre 2010, le Togo a atteint le point d'achèvement au titre de l'IPPTE. En conséquence, le pays a obtenu auprès de ses bailleurs bilatéraux membres du Club de Paris ainsi que de ses créanciers multilatéraux (notamment la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement), une remise de dette non encore exigible pour 642 456 millions⁽¹⁾ dont 308.400 millions des membres du Club de Paris, 287.010 millions de l'IDA et 47.046 millions du FAD.

En matière de comptabilisation en balance des paiements, les montants des remises de dette sont intégralement enregistrés au titre de l'année au cours de laquelle les décisions d'annulation ont été prises.

L'annulation du principal de la dette est enregistrée comme un remboursement de prêt, se traduisant par une baisse des engagements extérieurs du pays bénéficiaire, financée par un don en capital offert par le créancier. L'annulation des paiements d'intérêt se traduit, à travers la baisse des sorties de revenus, par une amélioration du compte des transactions courantes.

L'impact de cette opération sur le solde global de la balance des paiements dépend toutefois de la nature du créancier.

Lorsque l'annulation porte sur des engagements extérieurs autres que les recours aux crédits du FMI, le solde global de la balance des paiements de l'année concernée reste inchangé, du fait de la double inscription "au dessus de la ligne" (au crédit du poste "transfert en capital" et au débit du poste "engagements des Administrations publiques"). Toutefois, la structure du financement de ce solde est modifiée. En effet, le principal exigible au titre de l'année, inclus dans l'assiette annulée, constitue un financement exceptionnel de la balance des paiements. L'encours de la dette extérieure publique baisse de la valeur de la totalité de la remise, dans sa composante «engagements des Administrations publiques» et induit une amélioration de la position extérieure globale.

Dans le cas d'une annulation de la dette à l'égard du FMI, le solde global de la balance des paiements de l'année s'améliore du montant de la remise de dette. En effet, dans l'optique BCEAO, la baisse des engagements vis-à-vis du FMI, enregistrée au bas de la balance des paiements, se traduit par une amélioration des avoirs extérieurs nets.

(1) Le montant de 642.456 millions déclaré par la Direction de la Dette Publique est une estimation à fin juin 2011 sur la base de l'état d'avancement des négociations avec les bailleurs de fonds.

2.1.2- Evolution de la balance des acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits

Cette rubrique, introduite par la 5^{ème} édition du manuel de la balance des paiements, retrace deux types de transactions : l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers incorporels (brevets, droits d'auteurs, marques, etc.) et l'acquisition de terrains par les administrations publiques ou par des organisations internationales.

Aucune transaction extérieure de cette nature n'a été recensée au titre de l'année 2010.

2.2- BALANCE DES OPERATIONS FINANCIERES

Les opérations financières sont analysées suivant deux approches différentes :

- la présentation standard préconisée par la 5^{ème} édition du manuel de la balance des paiements ;
- et la présentation optique BCEAO qui permet de dégager le solde global correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets.

2.2.1- Présentation standard de la 5^{ème} édition du manuel (MBP5) du FMI

Les opérations financières optique MBP5 sont constituées des investissements directs, des investissements de portefeuille, des autres investissements et des avoirs de réserve.

Au cours de l'année 2010, les opérations financières se sont traduites par des flux nets déficitaires de 593.963 millions contre un excédent de 16.998 millions en 2009, soit une baisse de 3.594,4%. Cette détérioration est liée à la comptabilisation de la contrepartie des remises de dette d'un montant global de 642.456 millions obtenues par le Togo auprès de ses créanciers bilatéraux et multilatéraux suite à l'atteinte du point d'achèvement au titre de l'IPTE en décembre 2010.

Hors remises de dette, ces flux nets se situent à 48.493 millions en 2010 contre 16.998 millions en 2009 en liaison principalement avec la hausse de l'excédent des flux nets d'investissements directs et des autres investissements.

Tableau 40- Evolution du solde des opérations financières (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Investissements directs	47 969	23 899	17 832	5 248	24 091	359,1%
Investissements de portefeuille	32 765	9 194	5 440	-14 389	-10 812	-24,9%
Autres investissements	46 633	35 814	-142 031	25 634	-575 913	-2 346,7%
Avoirs de réserve	-75 649	-8 048	-84 194	505	-31 329	-6 303,8%
Total hors remises de dette	51 718	70 359	42 277	16 998	48 493	185,3%
Total y compris remises de dette	51 718	60 859	-202 953	16 998	-593 963	-3 594,4%

Source : BCEAO

2.2.1.1- Investissements directs

Ils se décomposent en libération de capital social, bénéfices réinvestis et autres transactions financières (créances ou engagements envers les investisseurs directs).

En 2010, les opérations financières au titre des investissements directs se sont traduites par des entrées nettes de 24.091 millions contre 5.248 millions l'année précédente, soit une hausse de 359,1% résultant des évolutions ci-après :

- les flux nets de nouveaux investissements en capital passant de -7.319 millions en 2009 à 13.438 millions en 2010 en liaison notamment avec les souscriptions au capital social des compagnies aériennes résidentes d'un montant total de 17.441 millions par les non-résidents ;
- les souscriptions d'un montant global de 4.902 millions des non-résidents aux opérations d'augmentation de capital dans certaines banques résidentes dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du Conseil des Ministres de l'UEMOA relative au relèvement du capital social minimum applicable aux banques et établissements financiers de l'Union ;

- les flux nets de bénéfices réinvestis passant de 6.065 millions en 2009 à -8.522 millions en 2010 soit une régression de 240,5% en liaison surtout avec les résultats déficitaires de 13.260 millions enregistrés en grande partie par les compagnies aériennes résidentes ;
- les autres créances nettes des investisseurs directs passant de 6.502 millions en 2009 à 19.175 millions en 2010 suite principalement aux avances de fonds d'un montant de 14.870 millions obtenues par les sociétés du secteur des télécommunications, auprès de leurs maisons-mères dans le cadre du paiement des redevances au titre du renouvellement des licences de téléphonie mobile.

Tableau 41- Evolution des flux d'investissements directs (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Capital social	13 560	8 912	2 174	-7 319	13 438	-283,6%
à l'étranger	0	-588	58	-14 761	-16 953	14,8%
dans l'économie	13 560	9 500	2 116	7 442	30 391	308,4%
Bénéfices réinvestis	8 711	3 118	2 192	6 065	-8 522	-240,5%
à l'étranger	-172	-64	0	0	-3 153	
dans l'économie	8 883	3 182	2 192	6 065	-5 369	-188,5%
Autres créances nettes	25 698	11 869	13 466	6 502	19 175	194,9%
à l'étranger	7 703	989	7 079	-2 907	1 689	-158,1%
dans l'économie	17 995	10 880	6 387	9 409	17 486	85,8%
Investissements directs	47 969	23 899	17 832	5 248	24 091	359,1%

Source : BCEAO

2.2.1.2- Investissements de portefeuille

Ce sont les investissements internationaux autres que les investissements directs, effectués sous forme de titres de participation et de titres de créance.

En 2010, ces investissements ont enregistré un solde déficitaire de 10.812 millions contre un déficit de 14.389 millions une année plus tôt. Cette évolution est due à l'effet conjugué des :

- décaissements de fonds d'un montant total de 2.565 millions par les non-résidents au titre de leurs souscriptions au capital social des compagnies aériennes résidentes ;
- souscriptions des banques résidentes et des organismes de sécurité sociale aux obligations et bons du trésor émis par les non-résidents notamment sur le marché des titres publics de l'UEMOA ;
- remboursements aux non-résidents des obligations émises sur le même marché par le Trésor togolais et une entreprise du secteur de l'énergie électrique. S'agissant spécifiquement du Trésor togolais, les remboursements aux non-résidents ont porté sur un montant de 6.434 millions au titre de l'emprunt obligataire 2006-2011 auquel ceux-ci avaient souscrit pour un montant de 25.735 millions.

Tableau 42- Evolution des flux d'investissements de portefeuille (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Titres de participation	5 932	4 010	7 384	-2 344	2 620	-211,8%
à l'étranger	520	984	6 770	-3 324	380	-111,4%
dans l'économie	5 412	3 026	614	980	2 240	128,6%
Titres de créance	26 833	5 184	-1 944	-12 045	-13 432	11,5%
à l'étranger	532	5 200	-9 793	2 723	-14 188	-621,0%
dans l'économie	26 301	-16	7 849	-14 768	756	-105,1%
Investissements de portefeuille	32 765	9 194	5 440	-14 389	-10 812	-24,9%

Source : BCEAO

2.2.1.3- Autres investissements

Cette catégorie comprend des opérations financières comme les crédits commerciaux, la détention de monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts et particulièrement les opérations relatives à l'endettement public extérieur : les tirages, les amortissements, les arriérés de paiement extérieurs, les remises ou annulations de dette et les rééchelonnements.

Tableau 43- Evolution des autres investissements – optique 5^{ème} édition (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Autorités monétaires	6 655	-1 272	57 347	26 287	-4 875	-118,5%
Prêts	-3 436	-3 258	21 229	19 438	20 303	4,5%
Monnaie fiduciaire et dépôts	1 147	-767	-860	-95	6 438	-6 876,8%
Autres	8 944	2 753	36 978	6 944	-31 616	-555,3%
Banques	-3 367	2 038	-3 730	-33 849	6 664	-119,7%
Prêts	-10 085	3 901	1 858	-11 828	-6 727	-43,1%
Monnaie fiduciaire et dépôts	6 718	-1 863	-5 642	-22 021	13 171	-159,8%
Autres	-	-	54	-	220	
Administrations publiques	16 160	-741	-257 022	-12 537	-606 804	4 740,1%
Crédits commerciaux	-	-	-	-	-	
Prêts	15 685	-780	-257 967	-6 611	-609 611	9 121,0%
Tirages	9 482	2 016	7 062	12 300	45 136	267,0%
Amortissement dus	-19 575	-19 913	-24 313	-20 175	-15 497	-23,2%
Rééchelonnement	-	-	193 200	-		
Variation nette d'arriérés	25 778	26 617	4 513	1 264	3 206	153,7%
Remise et annulation de dette	-	-9 500	-245 230	-	-642 456	
Autres	-	-	-193 200	-	-	
Monnaie fiduciaire et dépôts	475	39	945	-5 926	2 807	-147,4%
Autres	-	-	-	-	-	
Autres secteurs	27 185	35 789	61 374	45 733	29 102	-36,4%
Crédits commerciaux	38 434	20 074	14 871	-5 584	17 880	-420,2%
Prêts	11 091	20 653	13 483	63 576	-1 025	-101,6%
Monnaie fiduciaire et dépôts	-29 087	-9 467	28 134	-12 735	15 514	-221,8%
Autres	6 747	4 529	4 886	476	-3 267	-786,3%
Total	46 633	35 814	-142 031	25 634	-575 913	-2 346,7%

Source : BCEAO

Les variations d'encours de ces opérations financières se chiffrent à -575.913 millions contre 25.634 millions l'année précédente. Cette réduction est principalement imputable aux Administrations publiques avec les remises de dettes obtenues par le Togo en 2010 auprès de ses créanciers bilatéraux et multilatéraux.

Concernant les Autorités monétaires, le solde des autres investissements se chiffre à -4.875 millions en liaison avec l'effet conjugué de la hausse des tirages sur ressources du FMI et de la baisse des dépôts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

S'agissant des banques, le solde des autres investissements ressort excédentaire de 6.664 millions contre un déficit de 33.849 millions en 2009 en rapport notamment avec la hausse de 33.005 millions des dépôts des non-résidents et l'augmentation de 5.972 millions des emprunts auprès des non-résidents basés dans l'UEMOA.

Les entreprises résidentes ont, quant à elles, bénéficié de ressources d'un montant net de 29.102 millions en diminution de 36,4% par rapport aux 45.733 millions enregistrés en 2009. Cette évolution résulte de l'effet conjugué de :

- la baisse de 23.464 millions des flux nets déficitaires de crédits commerciaux portant notamment sur les transactions des entreprises du secteur de l'énergie électrique avec les non-résidents. En 2010, les remboursements nets de crédits commerciaux accordés aux non-résidents se chiffrent à 8.973 millions. Les crédits commerciaux nets obtenus auprès des non-résidents s'élèvent à 8.907 millions ;
- le repli de 64.601 millions des flux nets d'emprunt des entreprises auprès des non-résidents, le niveau exceptionnel de 63.576 millions en 2009 étant principalement lié aux ressources extérieures d'un montant de 80.235 millions orientées vers le secteur de l'énergie électrique dans le cadre de la mise en œuvre du programme de réhabilitation des infrastructures énergétiques du Togo ;
- l'amélioration de 28.249 millions du solde des mouvements sur les comptes détenus par les résidents à l'extérieur, qui passe d'un déficit de 12.735 millions en 2009 à un excédent de 15.514 millions en 2010. Cette évolution traduit une forte diminution du stock des dépôts auprès des banques non-résidentes.

2.2.1.4- Avoirs de réserve

Il s'agit des avoirs financiers dont disposent et que contrôlent les Autorités monétaires, notamment pour financer ou ajuster les déséquilibres des paiements. Ils comprennent l'or monétaire, les Droits de Tirage Spéciaux, la position de réserve au FMI, les avoirs en devises et d'autres créances.

Tableau 44- Evolution des avoirs de réserve (en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
DTS détenus	-25	-18	-11	-699	-88	-87,4%
Position de réserve	3 557	651	-5 179	4 918	-3 087	-162,8%
Avoirs en monnaies étrangères	-79 181	-8 681	-79 004	-3 714	-28 154	658,1%
Avoirs de réserve	-75 649	-8 048	-84 194	505	-31 329	-6 303,8%

Source : BCEAO

En 2010, les flux d'avoirs de réserve se sont améliorés de 6.303,8% en s'établissant à -31.329 millions contre 505 millions en 2009 en liaison notamment avec la forte hausse de la position créditrice en disponibilités extérieures.

2.2.2- Présentation optique BCEAO

Les opérations financières présentées dans l'optique analytique adoptée par la BCEAO sont composées des flux de capitaux induits par les opérations des secteurs non monétaires (administrations publiques et autres secteurs). Le solde des capitaux non monétaires et celui des transactions courantes permettent de dégager le solde global de la balance des paiements, dont la contrepartie est constituée des capitaux monétaires « classés en-dessous de la ligne » et correspondant aux variations des avoirs et engagements du système monétaire.

2.2.2.1- Capitaux non monétaires

En 2010, le solde des flux de capitaux non monétaires est déficitaire de 557.461 millions contre un excédent de 22.042 millions en 2009. Il résulte des :

- flux excédentaires d'investissements directs pour 24.091 millions, induits essentiellement par les souscriptions des non-résidents au capital social des compagnies aériennes et des banques résidentes ainsi que les avances de fonds obtenues de leurs maisons-mères par les entreprises du secteur des télécommunications ;
- flux déficitaires d'investissements de portefeuille pour 3.849 millions, suite notamment aux remboursements aux non-résidents d'obligations émises sur le marché des titres publics de l'Union par le Trésor togolais et le secteur de l'énergie électrique ;
- flux déficitaires des autres investissements pour 577.702 millions en liaison notamment avec les annulations de dette obtenues par le Togo.

Tableau 45- Evolution des opérations financières – optique BCEAO (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Investissements directs	47 969	23 899	17 832	5 248	24 091	359,1%
Investissements de portefeuille	30 397	2 414	11 821	-16 402	-3 849	-76,5%
Autres investissements	43 345	35 048	-195 648	33 196	-577 702	-1840,3%
Total	121 711	61 361	-165 995	22 042	-557 461	-2629,1%

Source : BCEAO

Les autres investissements comportent également le financement exceptionnel portant notamment sur les accumulations d'arriérés de paiement, les annulations de dette et les rééchelonnements.

En 2010, le financement exceptionnel se chiffre à 3.206 millions contre 1.264 millions en 2009 suite à une accumulation d'arriérés de paiement. Les impayés au titre de l'année sous revue ont porté sur un montant de 2.405 millions en principal et 801 millions en intérêts. En effet, sur un total de 20.489 millions (15.497 millions en principal et 4.992 millions en intérêts) de service de la dette dû en 2010, 17.283 millions ont été réglés dont 13.092 millions pour le principal et 4.191 millions pour les intérêts.

Tableau 46- Evolution du financement exceptionnel (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
1 - Rééchelonnement						
2 – Variation des arriérés	25 778	26 617	-240 779	1 264	3 206	1 942
<i>dont accumulation d'arriérés</i>	25 778	26 617	4 514	2 241	3 206	965
<i>réduction d'arriérés</i>	-	-	-245 293	-977	-	977
3 – Remise de dette	-	578	-	-	-	-
4 – Autres	-	-	-	-	-	-
Financement exceptionnel	25 778	27 195	-240 779	1 264	3 206	1 942

Sources : BCEAO et DE

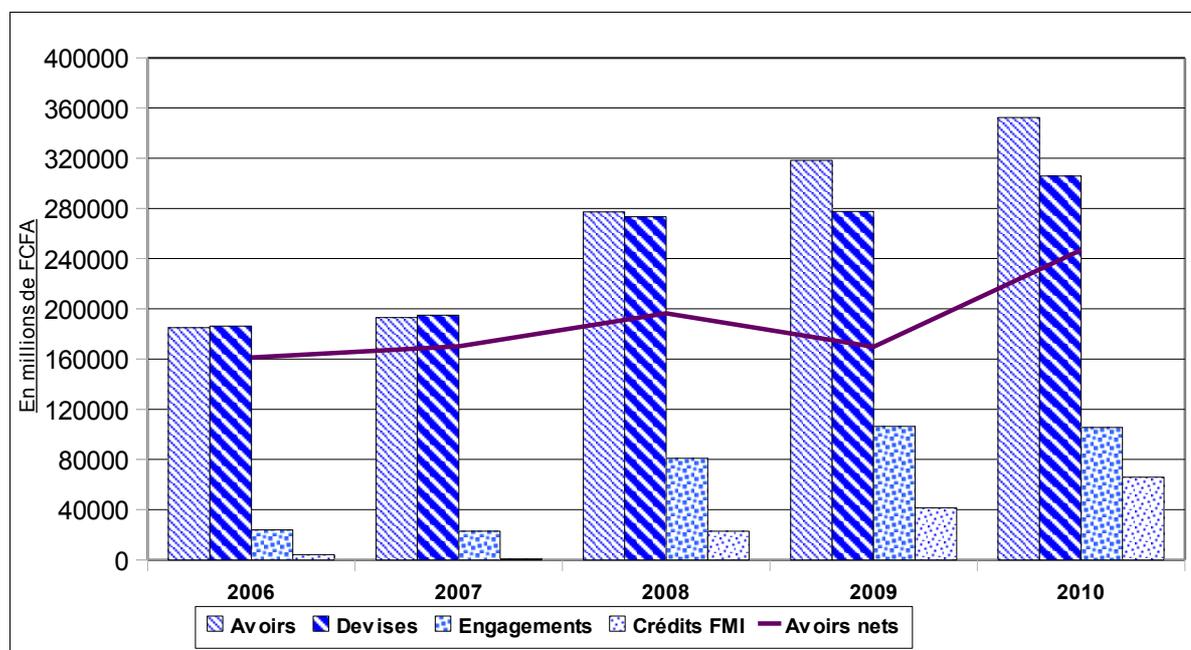
2.2.2.2- Capitaux monétaires

En 2010, les transactions extérieures se sont soldées par une hausse des avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires de 35.324 millions du fait des hausses respectives de 35.026 millions et 298 millions des AEN de la Banque Centrale et des Banques de dépôts. Les ajustements (notamment la contrepartie de réévaluation des engagements envers le FMI), d'un montant de 1.178 millions, ont porté l'augmentation des avoirs extérieurs globaux à 36.502 millions, correspondant au solde global de la balance des paiements en 2010.

2.2.2.2.1- Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

La position extérieure créditrice de la Banque Centrale s'est améliorée en 2010 de 35.026 millions, en liaison avec une hausse de 34.202 millions des avoirs cumulée à une baisse de 824 millions des engagements.

Graphique 12- Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale



Source : BCEAO

Les **avoirs extérieurs officiels** ont progressé de 34.202 millions en rapport avec la hausse de toutes les composantes notamment la position créditrice en disponibilités extérieures.

Les **engagements extérieurs** ont quant à eux régressé de 824 millions en passant de 106.310 millions en 2009 à 105.486 millions en 2010, sous l'effet de la baisse des dépôts des Banques et Institutions étrangères atténuée par l'augmentation des engagements envers le FMI (suite aux tirages de 24.354 millions sur ressources du FMI dans le cadre du programme financier appuyé par la Facilité Élargie de Crédit).

Globalement, les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont chiffrés à 246.952 millions en 2010 contre 211.926 millions une année plus tôt, en hausse de 35.026 millions.

**Tableau 47- Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale
(en millions)**

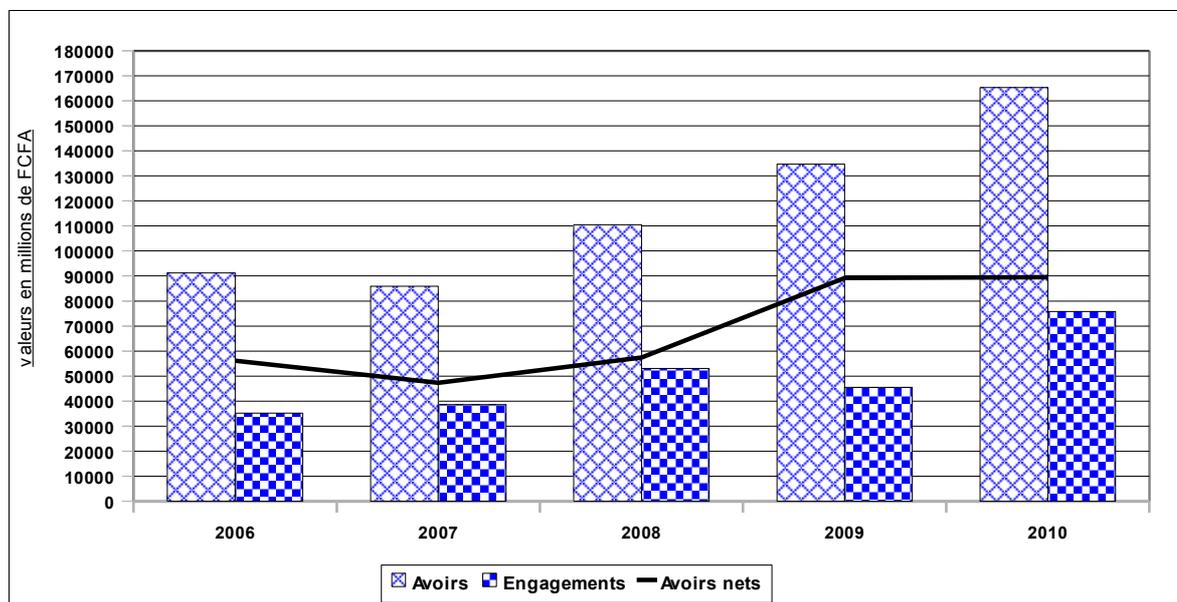
RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
AVOIRS	185 039	192 964	277 195	318 236	352 438	34 202
Position de réserve	-1 241	-2 012	3 205	-1 684	1 495	3 179
DTS détenus	34	49	60	42 275	45 144	2 869
Avoirs en monnaies étrangères	2 989	1 650	3 655	351	4 753	4 402
Position créditrice en disponibilités extérieures	183 258	193 277	270 276	277 294	301 046	23 752
ENGAGEMENTS	23 749	22 759	80 728	106 310	105 486	-824
Recours au crédit du FMI	4 069	765	22 676	41 409	65 763	24 354
Banques et Institutions non-résidentes	18 574	21 989	58 111	64 935	39 758	-25 177
Autres engagements	1 106	5	-59	-34	-35	-1
AVOIRS NETS	161 291	170 205	196 468	211 926	246 952	35 026

Source : BCEAO

2.2.2.2- Avoirs et engagements extérieurs des banques de dépôts

En 2010, la position extérieure nette des banques s'est située à 89.538 millions en régression de 298 millions par rapport aux 89.240 millions atteints en 2009. Cette évolution résulte d'une hausse de 30.651 millions des avoirs conjuguée à celle de 30.353 millions des engagements.

Graphique 13- Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts



Source : BCEAO

Les **avoirs extérieurs bruts** se sont établis à 165.351 millions en 2010 en hausse de 30.651 millions par rapport à l'encours de 134.700 millions de l'année précédente en liaison notamment avec l'évolution des avoirs auprès des banques et correspondants étrangers ainsi que des autres comptes.

L'augmentation des dépôts des non-résidents dans les banques locales et des emprunts des banques locales auprès des non-résidents a entraîné une hausse de 30.353 millions du stock des **engagements extérieurs bruts** qui s'inscrit à 75.813 millions en 2010 contre 45.460 millions un an auparavant.

**Tableau 48- Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts
(en millions)**

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
AVOIRS (sans effets à l'encaissement)	91 271	85 867	110 461	134 700	165 351	30 651
Banques et Correspondants	39 081	36 110	60 849	71 384	81 310	9 926
Monnaies Etrangères	4 080	2 142	1 401	2 031	2 893	862
Autres Comptes	48 110	47 615	48 211	61 285	81 148	19 863
Effets à l'encaissement (PM)	0	0	2 738	3 472	4 410	938
ENGAGEMENTS (hors compte exigible après encaissement)	35 160	38 574	53 057	45 460	75 813	30 353
Banques et Correspondants	8 856	14 094	15 810	11 126	20 385	9 259
Autres Institutions Financières	3 505	1 128	421	3 202	15 135	11 933
Gouvernements et Institutions non Financières	3 089	3 298	2 957	1 957	1 978	21
Autres Comptes	15 334	14 669	30 019	25 962	31 814	5 852
Engagements à moyen et long terme	4 376	5 385	3 850	3 213	6 501	3 288
Comptes exigibles après encaissement (PM)	5 098	10 713	10 128	13 217	27 940	14 723
AVOIRS NETS	56 111	47 293	57 404	89 240	89 538	298

Source : BCEAO

2.2.2.2.3- Avoirs extérieurs globaux du système monétaire

Les variations des positions créditrices de la Banque Centrale (+35.026 millions) et des banques de dépôts (+298 millions) ont conduit à une amélioration de 35.324 millions des avoirs extérieurs nets globaux en 2010.

En tenant compte de la contrepartie de réévaluation des engagements envers le FMI pour 1.178 millions, la hausse des avoirs extérieurs nets totaux, correspondant au solde global de la balance des paiements au titre de l'année 2010 s'élève à 36.502 millions.

Tableau 49- Evolution des avoirs extérieurs nets globaux (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	Var 10/09
Avoirs extérieurs nets des banques de dépôts	56 111	47 293	57 404	89 240	89 538	0,3%
Variation des AEN du secteur bancaire (1)	999	-8 818	10 111	31 836	298	-99,1%
Avoirs extérieurs nets de la banque centrale	161 291	170 205	196 468	211 926	246 952	16,5%
Variation des AEN de la Banque Centrale (2)	69 335	8 914	26 262	15 458	35 026	126,6%
Avoirs extérieurs nets totaux	217 402	217 498	253 872	301 166	336 490	11,7%
Nouvelles allocations de DTS				-42 236	-	
Variation des AEN totaux (1)+(2)	70 334	97	36 374	5 058	35 324	598,3%
Contrepartie de réévaluation (3)	-341	405	584	-14	1 178	-8 514,3%
SOLDE GLOBAL (1)+(2)+(3)	69 993	502	36 958	5 044	36 502	623,6%

Source : BCEAO

3- CONCORDANCE DES STATISTIQUES MONÉTAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Il existe souvent une différence entre les mouvements de capitaux monétaires déterminés en balance des paiements et la variation des avoirs extérieurs nets telle que présentée dans les publications de la BCEAO et du FMI. Cet écart provient du fait que certaines transactions sont éliminées ou au contraire recensées en balance des paiements alors qu'elles sont reprises ou omises en statistiques monétaires. C'est le cas notamment des valeurs à l'encaissement non disponibles ou exigibles après encaissement qui sont ignorées en balance des paiements mais prises en compte dans les statistiques monétaires. Le tableau ci-après fait la réconciliation entre les deux séries statistiques.

Tableau 50- Concordance des statistiques monétaires et de la balance des paiements (en millions)

Rubriques	2008	2009	2010	Var 10/09
<u>I. Avoirs et engagements des banques</u>				
AVOIRS				
Statistiques monétaires	113 199	138 172	169 761	31 589
Valeur à l'encaissement	2 738	3 472	4 410	938
Enregistrement en balance des paiements	110 461	134 700	165 351	30 651
ENGAGEMENTS				
Statistiques monétaires	63 185	58 677	103 753	45 076
Comptes exigibles après encaissement	10 128	13 217	27 940	14 723
Enregistrement en balance des paiements	53 057	45 460	75 813	30 353
<u>II. Avoirs et engagements de la BCEAO</u>				
AVOIRS				
Statistiques monétaires	277 195	318 236	352 437	34 201
Enregistrement en balance des paiements	277 195	318 236	352 437	34 201
ENGAGEMENTS				
Statistiques monétaires	88 695	156 514	158 985	2 471
Allocation de DTS	7 968	50 204	53 500	3 296
Enregistrement en balance des paiements	80 728	106 310	105 486	-824
Avoirs extérieurs nets totaux (statistiques monétaires)	238 514	241 217	259 460	18 243
Banques	50 014	79 495	66 008	-13 487
BCEAO	188 500	161 722	193 452	31 730
Avoirs extérieurs nets totaux ajustés	253 872	301 166	336 490	35 324
Banques	57 404	89 240	89 538	298
BCEAO	196 468	211 926	246 952	35 026
<i>Contrepartie de réévaluation</i>				1 178
Solde global de la balance des paiements				36 502

Source : BCEAO

4- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La position extérieure globale retrace le stock des avoirs et des engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur. Outre les transactions liées aux diverses composantes du compte des opérations financières (investissements directs, investissements de portefeuille, autres investissements et avoirs de réserve), la position extérieure globale rend compte des variations de prix et des taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin d'une période comptable. Elle indique également les ajustements de régularisation notamment, les fluctuations dues à l'allocation ou l'annulation de DTS, à la démonétisation de l'or et aux reclassements des catégories d'investissement.

Au 31 décembre 2010, la position extérieure globale du Togo ressort débitrice de 348.720 millions contre 823.003 millions en 2009, en amélioration de 57,6%. Cette amélioration découle de la hausse de 8,6% des avoirs cumulée à une régression de 25,9% des engagements.

Le stock des avoirs s'établit à 821.596 millions en 2010 contre 756.739 millions en 2009, en augmentation de 8,2% notamment sous l'effet de :

- la hausse de 42,5% des investissements directs impulsée principalement par les prises de participation des résidents notamment dans les secteurs bancaires et de la cimenterie des autres pays de l'UEMOA ;
- l'accroissement de 22,7% des investissements de portefeuille en liaison avec les souscriptions des banques résidentes et des organismes de sécurité sociale, aux obligations et bons de Trésor émis par les non-résidents notamment sur le marché des titres publics de l'UEMOA ;
- l'augmentation de 10,7% des avoirs de réserve favorisée surtout par :
 - x la progression de 8,6% de la position créditrice en disponibilités extérieures ;
 - x l'amélioration de 188,8% de la position de réserve au FMI ;
 - x l'appréciation de 3,9% du DTS par rapport au franc CFA.

S'agissant des engagements, leur encours régresse de 25,9% en passant de 1.579.742 millions en 2009 à 1.170.316 millions en 2010. Cette évolution est essentiellement induite par la diminution de 35,4% des engagements au titre de la dette extérieure publique en liaison notamment avec les remboursements et les remises de dette obtenues par le Togo auprès de ses créanciers bilatéraux membres du Club de Paris et ses bailleurs multilatéraux notamment la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement.

La progression de 18,1% du stock des investissements directs est favorisée principalement par :

- les souscriptions des non-résidents au capital social des entités résidentes dans les secteurs bancaire et de transport aérien ;
- les avances de fonds reçues des investisseurs non-résidents par le secteur des télécommunications dans le cadre des paiements des redevances au titre du renouvellement de licence de téléphonie mobile.

La progression de 5,1% des investissements de portefeuille résulte de l'effet conjugué :

- des remboursements pour 14.767 millions aux non-résidents au titre des obligations émises sur le marché des titres publics de l'UEMOA par le Trésor togolais et une entreprise du secteur de l'énergie électrique ;
- de la souscription des non-résidents pour un montant de 15.500 millions aux bons émis par le Trésor togolais en novembre 2010 sur le même marché pour une maturité de 3 mois ;
- des participations des non-résidents au capital des entreprises résidentes pour un montant de 2.699 millions notamment dans le secteur de transport aérien.

Tableau 51- Position extérieure globale (en millions)

RUBRIQUES	2006	2007	2008	2009 (*)	2010	Var 09/08
AVOIRS	493 223	508 573	613 756	756 739	821 596	8,6%
Investissements directs à l'étranger	-6 340	-6 677	25 660	43 328	61 745	42,5%
Investissements de portefeuille	63 212	56 982	60 357	60 958	74 766	22,7%
Autres investissements	251 320	265 189	250 543	334 178	332 647	-0,5%
dont Crédits commerciaux	36 936	26 827	23 997	59 901	50 928	-15,0%
Prêts	28 648	24 104	24 751	36 714	49 413	34,6%
Monnaie fiduciaire et dépôts	179 952	208 672	196 562	228 678	220 249	-3,7%
Autres avoirs	5 784	5 586	5 233	8 885	12 057	35,7%
Avoirs de réserve	185 031	193 079	277 196	318 275	352 438	10,7%
ENGAGEMENTS	1 511 521	1 486 110	1 415 926	1 579 742	1 170 316	-25,9%
Investissements directs dans l'économie	170 954	194 516	212 178	235 094	277 602	18,1%
Investissements de portefeuille	68 413	71 439	69 619	59 169	62 165	5,1%
Autres investissements	1 272 154	1 220 155	1 134 130	1 285 479	830 549	-35,4%
dont Crédits commerciaux	154 364	164 329	176 370	206 690	215 597	4,3%
Prêts	1 056 619	984 736	832 833	949 962	488 115	-48,6%
dont dette publique extérieure	937 156	847 228	657 357	689 569	194 616	-71,8%
Monnaie fiduciaire et dépôts	20 663	23 102	33 569	25 419	56 296	121,5%
Autres engagements	40 508	47 988	91 358	103 409	70 542	-31,8%
POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-1 018 298	-977 537	-802 170	-823 003	-348 720	-57,6%

Source : BCEAO

(*) Les données sur les investissements de portefeuille de l'année 2009 ont été ajustées compte tenu de la prise en compte de nouvelles informations obtenues d'une entreprise du secteur de l'énergie électrique.

Les comptes extérieurs du Togo sont marqués en 2010 par :

- l'aggravation de 18,6% du déficit courant ;
- l'augmentation de 51,4% de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières en liaison notamment avec l'amélioration des flux nets de capitaux au titre des investissements directs et de portefeuille.

Au total, la balance des paiements dégage en 2010 un solde excédentaire de 36.502 millions, résultant d'un excédent de 130.019 millions des flux nets de capitaux atténué par un déficit de 98.908 millions du compte courant. Des arriérés de paiement extérieurs de 3.206 millions ont été accumulés en 2010 contre 1.264 millions en 2009.

Cependant, le profil des comptes extérieurs du Togo caractérisé par un déficit courant structurel, dénote des difficultés du Togo dont la situation économique a néanmoins connu au cours des dernières années une évolution favorable. En effet, le déficit commercial chronique traduit la fragilité de l'appareil productif national et la vulnérabilité de l'économie nationale aux chocs externes.

A cet égard, les réformes structurelles engagées par les Autorités nationales depuis la reprise de la coopération avec les partenaires au développement devraient être accélérées afin de redresser l'économie nationale et de réduire progressivement le déficit courant notamment à travers la promotion des exportations.

Par ailleurs, la position extérieure globale du Togo s'est fortement améliorée en 2010, sous l'effet conjugué d'une diminution des engagements et d'une augmentation des créances. La baisse des engagements résulte principalement de l'atteinte du point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés, qui a permis une remise de dettes à hauteur de 642.456 millions. Le renforcement de la capacité d'endettement extérieur du Togo devrait, toutefois, faire l'objet d'une exploitation prudente pour le financement du programme de relance de l'économie nationale en cours afin de maintenir la viabilité de la dette.

ANNEXES

Annexe 1– Position Extérieure Globale (PEG) (Présentation détaillée)
(en millions)

RUBRIQUES	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	Var 10/09
AVOIRS	493 223	508 573	613 564	756 739	821 596	64 857
Investissements directs à l'étranger	-6 340	-6 677	25 660	43 328	61 745	18 417
Capital social et bénéfiques réinvestis	7 499	8 151	47 567	62 328	82 434	20 106
Autres capitaux	-13 839	-14 828	-21 907	-19 000	-20 689	-1 689
Investissements de portefeuille	63 212	56 982	60 051	60 958	74 766	13 808
Titres de participation	13 636	12 652	5 882	9 206	8 826	-380
dont : banques	1 129	1 164	1 689	1 703	1 720	17
Titres de créances	49 576	44 330	54 169	51 752	65 940	14 188
Obligations et autres titres d'emprunt	35 640	42 457	43 884	51 700	59 521	7 821
dont : banques	11 906	17 068	18 768	27 896	28 467	571
Instruments du marché monétaire	13 936	1 873	10 545	52	6 419	6 367
dont : banques	13 936	1 873	10 239	52	6 225	6 173
Dérivés financiers	-	-	46	0		0
dont : banques	-	-	-	-		
Autres investissements	251 320	265 189	250 657	334 178	332 647	-1 531
Dont :	-	-	-	-		
Crédits commerciaux	36 936	26 827	23 997	59 901	50 928	-8 973
Prêts	28 648	24 104	24 865	36 714	49 413	12 699
Autorités monétaires	-	-	-	-		
Administrations publiques	-	-	-	-		
Banques	28 648	24 104	24 859	36 714	49 413	12 699
Long terme	7 952	7 695	226	12 184	17 476	5 292
Court terme	20 696	16 409	24 519	24 530	31 849	7 319
Autres secteurs	-	-	6	0		0
Monnaie fiduciaire et dépôts	179 952	208 672	196 562	228 678	220 249	-8 429
Autorités monétaires		0		0		0
Administrations publiques	509	1 470	525	6 451	2 345	-4 106
Banques	35 893	40 371	57 340	70 795	81 986	11 191
Autres secteurs	143 550	166 831	138 697	151 432	135 918	-15 514
Autres avoirs	5 784	5 586	5 233	8 885	12 057	3 172
Autorités monétaires	-	-	-	-		
Administrations publiques	1 805	1 805	-	-	1 299	1 299
Banques	-	-	-	-		
Long terme	-	-	-	-		
Court terme	-	-	-	-		
Autres secteurs	3 979	3 781	5 233	8 885	10 758	1 873
Avoirs de réserve	185 031	193 079	277 196	318 275	352 438	34 163
Or monétaire	0	0	0	0		0
DTS	36	54	60	42 314	45 144	2 830
Position de réserve au FMI	-1 251	-1 902	3 205	-1 684	1 495	3 179
Monnaies étrangères	186 246	194 927	273 931	277 645	305 799	28 154

Source : BCEAO

RUBRIQUES	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	Var 10/09
ENGAGEMENTS	1 511 521	1 486 110	1 415 927	1 579 742	1 170 316	-409 426
Investissements directs dans l'économie	170 954	194 516	212 178	235 094	277 602	42 508
Capital social et bénéfices réinvestis	125 637	138 319	149 594	163 101	188 123	25 022
Autres capitaux	45 317	56 197	62 584	71 993	89 479	17 486
Investissements de portefeuille: engagements	68 413	71 439	69 619	59 169	62 165	2 996
Titres de participation	30 349	33 375	33 989	34 969	37 209	2 240
Banques	555	469	830	1 798	1 574	-224
Autres secteurs	29 794	32 906	33 159	33 171	35 635	2 464
Titres d'engagement	38 064	38 064	35 630	24 200	24 956	756
Obligations et autres titres d'emprunt	38 064	38 064	35 630	24 200	9 456	-14 744
Autorités monétaires	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	25 735	25 735	19 301	12 867	6 433	-6 434
Banques	-	-	-	-	23	23
Autres secteurs	12 329	12 329	16 329	11 333	3 000	-8 333
Instruments du marché monétaire	-	-	-	-	15 500	15 500
Banques	-	-	-	-	-	-
Dérivés financiers	-	-	-	-	-	-
Banques	-	-	-	-	-	-
Autres investissements : engagements	1 272 154	1 220 155	1 134 130	1 285 479	830 549	-454 930
Dont :	-	-	-	-	-	-
Crédits commerciaux	154 364	164 329	176 370	206 690	215 597	8 907
Prêts	1 056 619	984 736	832 833	949 962	488 115	-461 847
Autorités monétaires	4 069	811	22 676	41 409	65 763	24 354
Utilisation des crédits et prêts du FMI	4 069	811	22 676	41 409	65 763	24 354
Autres prêts à long terme	-	-	-	-	-	-
Prêts à court terme	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	937 156	847 228	657 357	689 569	194 616	-494 953
Long terme	644 112	548 353	633 600	676 021	175 196	-500 825
Court terme	293 044	298 875	23 757	13 548	19 420	5 872
Banques	2 718	3 350	5 964	8 578	14 550	5 972
Long terme	1 000	3 350	5 964	8 578	14 368	5 790
Court terme	1 718	-	-	-	182	182
Autres secteurs	112 676	133 347	146 836	210 406	213 186	2 780
Long terme	112 676	133 347	146 836	210 406	213 186	2 780
Court terme	-	-	-	-	-	-
Monnaie fiduciaire et dépôts	20 663	23 102	33 569	25 419	56 296	30 877
Autorités monétaires	2 056	1 880	1 020	1 436	7 874	6 438
Banques	18 607	21 222	32 549	23 983	48 422	24 439
Autres engagements	40 508	47 988	91 358	103 409	70 542	-32 867
Autorités monétaires	15 812	18 565	55 543	63 466	31 850	-31 616
Administrations publiques	-	-	-	-	-	-
Banques	-	-	54	54	197	143
Autres secteurs	24 696	29 423	35 761	39 889	38 495	-1 394
POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE	-1 018 298	-977 537	-802 363	-823 003	-348 720	474 284

Source : BCEAO

**Annexe 2- Balance des paiements année 2010 - présentation optique BCEAO
(en millions)**

RUBRIQUES	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	897 721	996 629	-98 908
Biens	483 470	708 457	-224 987
Marchandises générales	470 605	687 074	-216 469
Autres biens	12 865	21 383	-8 518
Services	158 601	197 088	-38 486
Transports	64 638	121 992	-57 354
- dont fret	15 425	92 883	-77 458
Voyages	32 453	22 756	9 697
Autres services	61 510	52 339	9 171
Revenus	49 258	60 882	-11 624
Rémunération des salariés	17 641	4 403	13 238
Revenus des investissements	31 617	56 479	-24 862
- dont intérêts sur dette publique		4 992	-4 992
Transferts courants	206 392	30 203	176 189
Administrations publiques	52 369	2 564	49 805
Autres secteurs	154 023	27 639	126 384
Compte de capital et d'opérations financières	920 269	790 250	130 019
Compte de capital	687 480		687 480
Transferts de capital	687 480		687 480
<i>Administrations publiques</i>	<i>678 916</i>		<i>678 916</i>
Remises de dettes	642 456		642 456
Autres	36 460		36 460
<i>Autres secteurs</i>	<i>8 564</i>		<i>8 564</i>
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers			
Compte des opérations financières	232 790	790 250	-557 461
Investissements directs	66 330	42 239	24 091
<i>De l'économie à l'étranger</i>	<i>8 763</i>	<i>27 180</i>	<i>-18 417</i>
<i>De l'étranger à l'économie</i>	<i>57 567</i>	<i>15 059</i>	<i>42 508</i>
Investissements de portefeuille	20 463	24 312	-3 849
<i>De l'économie à l'étranger</i>	<i>2 304</i>	<i>9 350</i>	<i>-7 046</i>
<i>De l'étranger à l'économie</i>	<i>18 159</i>	<i>14 962</i>	<i>3 197</i>
Autres investissements	145 997	723 699	-577 702
<i>De l'économie à l'étranger</i>	<i>54 977</i>	<i>29 556</i>	<i>25 421</i>
Administrations publiques	2 807		2 807
Autres secteurs	52 170	29 556	22 614
<i>De l'étranger à l'économie</i>	<i>91 020</i>	<i>694 143</i>	<i>-603 123</i>
Administrations publiques	48 342	657 953	-609 611
Autres secteurs	42 678	36 190	6 488
Dont Financements exceptionnels	3 206		3 206
Rééchelonnements			
Remises de dettes			
Total des arriérés	3 206		3 206
Autres			
Erreurs et omissions nettes	5 391		5 391
Solde global	1 823 381	1 786 879	36 502
Avoirs et engagements extérieurs	65 436	101 938	-36 502
Autorités monétaires	33 668	69 872	-36 204
Avoirs	2 873	34 202	-31 329
Engagements	30 795	35 670	-4 875
Contreparties de réévaluation (PM)	2 873	4 051	-1 178
Banques	31 768	32 066	-298
Avoirs	1 172	31 823	-30 651
Engagements	30 596	243	30 353

Source : BCEAO

Annexe 3 : Balance des Paiements année 2010 - présentation résumée, optique 5^{ème} édition (en millions)

RUBRIQUES	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	897 721	996 629	-98 908
Biens	483 470	708 457	-224 987
Marchandises générales	470 605	687 074	-216 469
Autres biens	12 865	21 383	-8 518
Services	158 601	197 088	-38 486
Transports	64 638	121 992	-57 354
- dont fret	15 425	92 883	-77 458
Voyages	32 453	22 756	9 697
Autres services	61 510	52 339	9 171
Revenus	49 258	60 882	-11 624
Rémunération des salariés	17 641	4 403	13 238
Revenus des investissements	31 617	56 479	-24 862
- dont intérêts sur dette publique		4 992	-4 992
Transferts courants	206 392	30 203	176 189
Administrations publiques	52 369	2 564	49 805
Autres secteurs	154 023	27 639	126 384
Compte de capital et d'opérations financières	985 705	892 188	93 517
Compte de capital	687 480		687 480
Transferts de capital	687 480		687 480
Administrations publiques	678 916		678 916
Remises de dettes			
Autres	36 460		36 460
Autres secteurs	8 564		8 564
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers			
Compte des opérations financières	298 226	892 188	-593 963
Investissements directs	66 330	42 239	24 091
De l'économie à l'étranger	8 763	27 180	-18 417
De l'étranger à l'économie	57 567	15 059	42 508
Investissements de portefeuille	21 372	32 183	-10 811
Avoirs	3 178	16 985	-13 807
Engagements	18 194	15 198	2 996
Autres investissements	207 651	783 564	-575 913
Avoirs	55 275	53 744	1 531
Engagements	152 376	729 820	-577 444
Avoirs de réserve	2 873	34 202	-31 329
Erreurs et omissions nettes	5 391		5 391

Source : BCEAO

**Annexe 4 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2010
(en millions de FCFA)**

Rubriques	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	897 721	996 629	-98 908
<i>Biens</i>	483 470	708 457	-224 987
Marchandises générales	470 605	687 074	-216 469
Biens importés ou exportés pour transformation			
Biens transformés à l'étranger			
Biens transformés dans l'économie			
Réparations de biens	3	2 989	-2 986
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	2 294	9 675	-7 381
Dans les ports maritimes	7		7
Dans les aéroports	2 287	9 340	-7 053
Dans les autres ports		335	-335
Or non monétaire	10 568	8 719	1 849
Détenu à titre de réserve de valeur			
Détenu à d'autres fins	10 568	8 719	1 849
<i>Services</i>	158 601	197 088	-38 486
Transports	64 638	121 992	-57 354
Transports maritimes	28 984	89 708	-60 724
Passagers			
Fret		89 303	-89 303
Autres	28 984	405	28 579
Transports aériens	30 436	32 284	-1 848
Passagers	16 063	21 211	-5 148
Fret	13 290	3 580	9 710
Autres	1 083	7 493	-6 410
Autres transports	5 218		5 218
Passagers	3 083		3 083
Fret	2 135		2 135
Autres			
Voyages	32 453	22 756	9 697
Voyages à titre professionnel	15 523	14 964	559
Travailleurs saisonniers et frontaliers			
Autres	15 523	14 964	559
Voyages à titre personnel	16 930	7 792	9 138
Pour raisons de santé		57	-57
A but éducatif	270	525	-255
Autres	16 660	7 210	9 450
Services de communication	25 449	7 170	18 279

Rubriques	Crédit	Débit	Solde
Services de bâtiments et travaux publics	2 833	5 090	-2 257
Services d'assurance	1 134	20 024	-18 890
Cies d'assurance-vie et caisses de pension			
Assurance du fret	115	15 759	-15 644
Autres assurances directes	2	1 323	-1 321
Réassurance	519	2 942	-2 423
Services auxiliaires	498		498
Services financiers	5 304	1 432	3 872
Services d'informatique et d'information		4 944	-4 944
Redevances et droits de licence	6	815	-809
Autres services aux entreprises	11 376	8 561	2 815
Négoce international et autres services		154	-154
Négoce international		154	-154
Autres			
Location-exploitation		1 514	-1 514
Div. serv. aux entreprises, spec. et techniques	11 376	6 893	4 483
Services jurid., comptables, conseil, rel. publ.			
Services juridiques			
Comptabilité, vérif			
Conseil en gestion			
Publicité, études de marche, sondages	61	80	-19
Recherche et développement	57		57
Architecture, ingénierie et autres sces techn.	8		8
Services agricoles, miniers			
Traitement des déchets			
Autres			
Autres services			
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4	1	3
Services audio-visuels et connexes			
Autres sces personn., culturels et rel. aux loisirs			
Services fournis ou reçus par les Apu, n.c.a.	15 404	4 302	11 102
Ambassades et consulats	1 251	29	1 222
Unités et organismes militaires			
Autres	14 153	4 273	9 880
Revenus	49 258	60 882	-11 624
Rémunération des salaires	17 641	4 403	13 238
Revenus des investissements	31 617	56 479	-24 862
Investissements directs	16 474	33 197	-16 723
Revenus des titres de participation	16 425	28 980	-12 555

Rubriques	Crédit	Débit	Solde
Dividendes et bénéfices distribués des succursales	12	21 089	-21 077
Benef. réinvestis et non distribués des succursales	16 413	7 891	8 522
Revenus des titres de créances (intérêts)	49	4 217	-4 168
Investissements de portefeuille	2 610	3 752	-1 142
Revenus des titres de participation (dividendes)	142	1 714	-1 572
Autorités monétaires			
Administrations publiques			
Banques	36	722	-686
Autres secteurs	106	992	-886
Revenus des titres de créance (intérêts)	2 468	2 038	430
Obligations et autres titres d'emprunt	1 478	1 972	-494
Autorités monétaires			
Administrations publiques		836	-836
Banques	1 401	448	953
Autres secteurs	77	688	-611
Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	990	66	924
Autorités monétaires			
Administrations publiques			
Banques	990	66	924
Autres secteurs			
Autres investissements	12 533	19 530	-6 997
Autorités monétaires	1 161		1 161
Administrations publiques		4 992	-4 992
Banques	10 729	2 546	8 183
Autres secteurs	643	11 992	-11 349
Transferts courants	206 392	30 203	176 189
Administrations publiques	52 369	2 564	49 805
Autres secteurs (privés)	154 023	27 639	126 384
Envois de fonds des travailleurs	149 068	26 695	122 373
Autres transferts	4 955	944	4 011
Compte de capital et d'opérations financières	985 705	892 188	93 517
Capital	687 480		687 480
<i>Transferts de capital</i>	<i>687 480</i>		<i>687 480</i>
Administrations publiques	678 916		678 916
Remises de dettes	642 456		642 456
Autres transferts	36 460		36 460
Autres secteurs (privés)	8 564		8 564
Transferts des migrants			
Remises de dettes			

Rubriques	Crédit	Débit	Solde
Autres transferts	8 564		8 564
<i>Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits</i>			
Opérations financières	298 226	892 188	-593 963
<i>Investissements directs</i>	66 330	42 239	24 091
A l'étranger (par des résidents)	8 763	27 180	-18 417
Capital social et bénéfices réinvestis		20 106	-20 106
Capital social		16 953	-16 953
Bénéfices réinvestis		3 153	-3 153
Autres transactions	8 763	7 074	1 689
Créances sur les entreprises apparentées	2 623	6 321	-3 698
Engagements envers les entreprises apparentées	6 140	753	5 387
Dans l'économie nationale (par des non-résidents)	57 567	15 059	42 508
Capital social et bénéfices réinvestis	38 612	13 590	25 022
Capital social	30 721	330	30 391
Bénéfices réinvestis	7 891	13 260	-5 369
Autres transactions	18 955	1 469	17 486
Créances sur les investisseurs directs		396	-396
Engagements envers les investisseurs directs	18 955	1 073	17 882
<i>Investissements de portefeuille</i>	21 372	32 183	-10 811
Avoirs	3 178	16 985	-13 807
Titres de participation	397	17	380
Autorités monétaires			
Administrations publiques			
Banques		17	-17
Autres secteurs	397		397
Titres de créance	2 781	16 968	-14 187
Obligations et autres titres d'emprunts	2 454	10 274	-7 820
Autorités monétaires			
Administrations publiques		4 182	-4 182
Banques	547	1 118	-571
Autres secteurs	1 907	4 974	-3 067
Instruments du marche monétaire	327	6 694	-6 367
Autorités monétaires			
Administrations publiques			
Banques	327	6 500	-6 173
Autres secteurs		194	-194
Produits financiers dérivés			
Autorités monétaires			
Administrations publiques			

Rubriques	Crédit	Débit	Solde
Banques			
Autres secteurs			
Engagements	18 194	15 198	2 996
Titres de participation	2 671	431	2 240
Banques	12	236	-224
Autres secteurs	2 659	195	2 464
Titres d'engagement	15 523	14 767	756
Obligations et autres titres d'emprunts	23	14 767	-14 744
Autorités monétaires			
Administrations publiques		6 434	-6 434
Banques	23		23
Autres secteurs		8 333	-8 333
Instruments du marche monétaire	15 500		15 500
Autorités monétaires			
Administrations publiques	15 500		15 500
Banques			
Autres secteurs			
Produits financiers dérivés			
Autorités monétaires			
Administrations publiques			
Banques			
Autres secteurs			
<i>Autres investissements</i>	207 651	783 564	-575 913
Avoirs	55 275	53 744	1 531
Crédits commerciaux	32 255	23 282	8 973
Administrations publiques			
Long terme			
Court terme			
Autres secteurs	32 255	23 282	8 973
Long terme			
Court terme			
Prêts	221	12 920	-12 699
Autorités monétaires			
Long terme			
Court terme			
Administrations publiques			
Long terme			
Court terme			
Banques	221	12 920	-12 699

Rubriques	Crédit	Débit	Solde
Long terme	113	5 179	-5 066
Court terme	108	7 741	-7 633
Autres secteurs			
Long terme			
Court terme			
Monnaie fiduciaire et dépôts	20 901	13 848	7 053
Autorités monétaires			
Administrations publiques	2 807		2 807
Banques		11 268	-11 268
Autres secteurs	18 094	2 580	15 514
Autres avoirs	1 898	3 694	-1 796
Autorités monétaires			
Long terme			
Court terme			
Administrations publiques			
Long terme			
Court terme			
Banques	77		77
Long terme			
Court terme	77		77
Autres secteurs	1 821	3 694	-1 873
Long terme			
Court terme			
Engagements	152 376	729 820	-577 444
Crédits commerciaux	31 892	22 985	8 907
Administrations publiques			
Long terme			
Court terme			
Autres secteurs	31 892	22 985	8 907
Long terme			
Court terme			
Prêts	88 477	672 838	-584 361
Autorités monétaires	24 354	4 051	20 303
Utilisation des crédits et prêts du FMI	24 354	4 051	20 303
Autres prêts a long terme			
Court terme			
Administrations publiques	48 342	657 953	-609 611
Long terme	45 136	657 953	-612 817
Court terme	3 206		3 206

Rubriques	Crédit	Débit	Solde
Banques	5 979	7	5 972
Long terme	5 790		5 790
Court terme	189	7	182
Autres secteurs	9 802	10 827	-1 025
Long terme			
Court terme			
Monnaie fiduciaire et dépôts	30 880	3	30 877
Autorités monétaires	6 441	3	6 438
Banques	24 439		24 439
Autres engagements	1 127	33 994	-32 867
Autorités monétaires		31 616	-31 616
Long terme			
Court terme			
Administrations publiques			
Long terme			
Court terme			
Banques	143		143
Long terme			
Court terme	143		143
Autres secteurs	984	2 378	-1 394
Long terme			
Court terme			
Avoirs de réserve	2 873	34 202	-31 329
Or monétaire			
Droits de tirages spéciaux	2 781	2 869	-88
Position de réserve au FMI	92	3 179	-3 087
Devises étrangères		28 154	-28 154
Monnaie fiduciaire et dépôts		28 154	-28 154
Auprès des autorités monétaires			
Auprès des banques			
Titres			
Titres de participation			
Obligations et autres titres d'emprunt			
Instruments du marché monétaire et produits dérivés			
Autres créances			
Erreurs et omissions nettes	5 391		5 391

Annexe 5 : Matrices des échanges intra-communautaires

Tableau 1 : Matrice du commerce intra-communautaires en 2010

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		7 129,3	14 378,6	1 003,1	96 081,8	14 561,1	15 710,8	61 690,9	210 555,6
	Burkina	6 818,6		13 866,6	606,8	20 030,8	13 776,9	2 739,2	5 498,9	63 337,8
	Côte d'Ivoire	46 980,9	215 335,2		1 499,4	122 494,1	29 934,1	30 426,1	72 273,2	518 943,0
	Guinée-Bissau					5 571,4		16 458,4		22 029,8
	Mali	13 237,8	20 679,0	22 464,6	2 041,6		6 533,0	31 681,7	11 489,5	108 127,1
	Niger	7 256,9	9 993,4	5 882,7	275,5	5 002,4		3 765,3	4 469,9	36 646,0
	Sénégal	11 487,4	22 501,4	43 660,6	32 643,9	254 480,9	5 039,8		9 602,2	379 416,2
	Togo	110 262,0	48 073,7	24 797,6	1 870,4	26 001,5	31 133,1	13 130,4		255 268,7
	UEMOA	196 043,6	323 712,0	125 050,7	39 940,6	529 662,9	100 978,0	113 911,8	165 024,5	1 594 324,1

Tableau 2 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2010

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 004,4	2 470,7		1 422,2	606,8	3 375,2	3 650,2	14 529,3
	Burkina	6 141,0		5 905,8		3 033,9	594,8	3 682,0	2 152,4	21 509,8
	Côte d'Ivoire	13 265,2	8 775,5			5 309,4	1 489,5	5 236,1	6 360,7	40 436,4
	Guinée-Bissau		849,0			948,1		2 625,6		4 422,8
	Mali	1 828,6	3 034,8	5 297,3	91,5		1 263,6	6 252,8	1 466,4	19 235,0
	Niger	759,0	1 468,9	14 172,8		1 327,4		4 602,5	1 142,5	23 473,2
	Sénégal	2 255,9	1 688,6	1 879,9	1 253,3	8 153,7	1 879,9		752,0	17 863,5
	Togo	4 759,0	1 524,2	2 652,3		1 137,7	205,6	4 909,4		15 188,1
	UEMOA	29 008,7	20 345,5	32 378,8	1 344,8	21 332,4	6 040,2	30 683,7	15 524,2	156 658,2

Tableau 3 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2010

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 074,5	3 494,7	22,2	2 620,4	887,2	3 847,3	1 808,8	13 755,0
	Burkina	1 885,6		7 436,4	111,5	5 708,1	1 653,6	5 091,7	8 755,7	30 642,6
	Côte d'Ivoire	6 675,0	35 628,4		241,5	37 853,1	7 102,8	24 929,3	11 857,7	124 287,7
	Guinée-Bissau	31,0	47,2	433,8		375,8	106,0	2 423,7	426,3	3 843,7
	Mali	1 030,5	2 329,7	5 357,6	203,9		838,1	20 246,1	3 635,9	33 641,8
	Niger	1 393,4	1 092,9	1 254,3	547,7	1 802,1		1 823,7	3 213,4	11 127,6
	Sénégal	4 225,4	4 049,4	13 562,0	3 528,9	9 924,3	2 046,5		1 675,6	39 012,0
	Togo	890,0	1 842,9	1 982,6	62,4	1 654,9	709,9	4 366,4		11 827,5
	UEMOA	16 130,9	46 064,9	33 521,3	4 718,1	59 938,6	13 344,0	62 728,2	31 373,4	267 819,6

Tableau 4 : Matrice des flux nets relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaire en 2010 (en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux d'IDE au titre des engagements	Bénin		0,0	3 326,3	0,0	22,2	-1 435,6	452,7	5 612,8	7 978,5
	Burkina	193,0		202,0		24,3	1 877,7	19,2	487,4	2 803,5
	Côte d'Ivoire	2,6						127,7	34,0	164,3
	Guinée-Bissau	64,2		19,7		2 122,4		4 129,3	1 929,4	8 264,9
	Mali	2 150,8	-3,2	-72,6				12 842,9	223,6	15 141,5
	Niger	1,0	57,0	-4 550,3		2 077,1		0,2	3 464,6	1 049,6
	Sénégal	372,8	208,1	4 254,1					616,2	5 451,2
	Togo	-64,8	-36,1	5 568,8		-0,7	1,0	434,1		5 902,3
	UEMOA	2 719,5	225,8	8 748,0	0,0	4 245,3	443,1	18 006,1	12 368,0	46 755,8

Sources : BCEAO et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int